

ADMINISTRATION
RÉDACTION, PUBLICITÉ, IMPRIMERIE
10, PLACE JEAN-JAURES, 10
SAINT-ETIENNE

Quatre lignes : 59-92 59-94
téléphoniques : 59-93 59-95

BUREAUX ET PUBLICITÉ
PARIS, 18, Rue Richelieu
Téléphone : Richelieu N° 39-67 et 39-68
LYON, 23, quai Anagnin - Tél. Mouton 88-19
BOULOGNE, 14, cours de la République - Tél. 22-26
LE PUY, 35, place du Breuil - Téléphone 4-23
VIERZ, 5, rue Teste-du-Baillet - Téléphone 3-88
NANTES, 2, rue Jeanne-d'Arc - Téléphone 3-94

La publicité est reçue également à Paris et à Saint-Etienne à l'Agence Havas, à Lyon à l'Agence régionale de Publicité Ch. Brunet & Co.

La Tribune

REPUBLICAINE

1939 - 41^e Année - N° 132

VENDREDI
 12
 MAI

LUNE : d. qu. le 11 à 11 h. 40
Heure nouvelle
SOLEIL : lev. 5 h. 16, c. 20 h. 19

Les manuscrits non insérés
ne sont pas rendus

Compte de Chèques Postaux : Lyon 54-45

LA RENTREE PARLEMENTAIRE

«C'est le devoir des pays libres et pacifiques de se rapprocher en un faisceau capable de sauvegarder les règles du droit international.

(Le président de la République).

«Nous n'avons pas besoin de solliciter des témoignages pour faire la preuve que nous ne méditons aucune agression...
...Nous sommes décidés à nous dresser contre la violence.

(Le président du Conseil).

LE MESSAGE DE M. LEBRUN

Paris, 11 mai.

Voici le texte du message présidentiel, qui a été approuvé, ce matin, en Conseil des ministres et qui a été lu, cet après-midi, à la Chambre, par M. Daladier, et, au Sénat, par M. Camille Chautemps :

Messieurs,

Il y a sept ans, les suffrages de l'Assemblée nationale m'élevaient à la présidence de la République. J'acceptai alors avec gratitude la mission flatteuse et périlleuse qui m'était confiée.

La tâche du dernier septennat

Pendant ce septennat, la vie publique a connu, dans ses manifestations intérieures et extérieures, bien des vicissitudes. Elle a valu bien des soucis à ceux qui, au gouvernement et dans les assemblées, avaient charge de l'Etat.

Je me suis efforcé toujours d'apporter à l'accomplissement de ma tâche tout ce qui était en moi d'expérience, de volonté, de dévouement, de conscience. Me maintenant dans les limites du pouvoir que me conférait la Constitution, je me suis appliqué à assurer la garde et, avec le précieux concours du Sénat et de la Chambre des députés, à en faciliter le libre fonctionnement.

Arbitre impartial des partis, je me suis attaché, par mes paroles et dans mes actes, à maintenir l'union des cœurs que réclamaient chaque jour davantage les préoccupations d'ordre national présentes à nos esprits.

Je voulais reprendre ma place dans le rang

J'étais en droit de penser que, parvenu au terme normal de ma mission, je pouvais légitimement, comme j'en avais le désir, reprendre ma place dans le rang et transmettre la charge redoutable du pouvoir.

Mais j'ai dû céder à l'appel du devoir

Vous avez connu les hautes sollicitations dont j'ai été l'objet. Elles affirmaient la nécessité de saisir toutes les occasions, notamment celle de la réunion de Versailles, pour manifester devant le monde l'unité française. Elles disaient que, dans une Europe troublée, travaillée par tant d'agitations contraires, c'était renforcer la paix que le spectacle d'une France calme, résolue, ayant le souci de la stabilité et de la continuité. C'était un appel au devoir. Je l'ai accueilli comme tel.

J'adresse à l'Assemblée nationale mon sincère remerciement de l'honneur qu'elle m'a confié à nouveau.

J'apporte à ses membres la promesse de mettre tout en œuvre pour en rester digne.

L'avenir est incertain

Comment d'ailleurs, dans les temps difficiles que nous vivons, chacun de nous pourrait-il avoir une autre préoccupation que celle de remplir au mieux son devoir, là où l'ont placés les circonstances de la vie ? L'avenir est encore incertain. Le monde reste inquiet et comme oppressé.

Le rôle des pays libres

Ainsi que le rappelait récemment une grande voix venue d'outre-Atlantique, c'est le devoir des pays libres et pacifiques, respectueux de l'indépendance des nations et de la lettre des traités, de se rapprocher en un faisceau capable de sauvegarder ces règles du droit international, pour l'instauration desquelles les hommes ont tant lutté et souffert.

La volonté de paix de la France

Dans ce concert, la France réclame sa place. Elle y apporte son concours loyal et sans restriction. Certes, elle conserve, ardente et sincère, sa volonté de paix. Elle entend poursuivre chez elle, dans la tranquillité et le travail, sa tâche de progrès social.

La volonté de la France

d'appuyer son droit sur une force

Mais personne ne doit douter de sa résolution inébranlable d'appuyer son droit sur une force digne de lui. Il n'est pas de sacrifices qu'elle ne soit prête à lui consentir. Elle y croit, elle y croit avec une ferveur faite de confiance et de patience. Elle croit, elle croit avec une ferveur faite de confiance et de patience. Elle croit, elle croit avec une ferveur faite de confiance et de patience.

L'œuvre de demain pour la grandeur de la France et de la République

Elles résident, avant tout, dans le sentiment d'une France forte par ses armées de terre, de mer et de l'air, reconstruites, disciplinées, aux ordres de chefs magnifiques de science, d'expérience et d'ardeur ; forte par la richesse, la variété de son sol, qui fécondent les qualités ancestrales de labeur et de patience et de bon sens de ses paysans ; forte par son empire colonial, qui s'étend sur tous les continents et dont elle a su s'attacher les populations par le cœur plus que par la contrainte ; forte par les valeurs spirituelles de ses savants et de ses lettres ; forte aussi des amitiés qu'elle a su s'acquérir de par le monde et dont nous trouvons encore la preuve, il y a quelques semaines, au cours de ce merveilleux voyage que j'accomplissais en pays ami, où je sentais, dans les acclamations enthousiastes, le cœur de tout un peuple si fier de la France ; forte enfin, et surtout, par l'union plus indispensable que jamais de nos enfants groupés autour d'elle, prêts pour les tâches les plus sévères, si demain sa défense l'exigeait.

Soutenu par l'espoir né de ces constatations heureuses, je poursuivrai ma tâche avec calme, résolution et confiance, en fils dévoué de la France et de la République, dans le constant souci de les bien et fidèlement servir l'une et l'autre.

La session de la S.D.N. sera ajournée au 22 mai

Genève, 11 mai.

Les consultations ayant pour objet de déférer au désir du gouvernement de l'I. R. S. S. de voir la session du conseil de la S. D. N. ajournée d'une semaine avant eu un résultat favorable, le secrétaire général de la S.D.N.

transmettra dès ce soir aux gouvernements intéressés la demande de sursis officielle du gouvernement de Moscou.

On peut donc considérer comme certain que la session du conseil de Genève sera ajournée au 22 courant.

Une large explication de politique générale s'est instaurée au Palais-Bourbon

Mais le caractère donné à l'interpellation Landry paraît en restreindre l'ampleur et la portée

Paris, 11 mai.

S'il est vrai que l'intérêt de la présente rentrée parlementaire fut visible avant même que les deux Assemblées prennent séance, il faut le voir beaucoup plus dans la décision du gouvernement d'accepter un débat de politique générale que dans le fait de l'interpellation, élément inaugural de façon rituelle tout nouveau septennat.

On a pu croire que les échos de la réunion de la Commission des finances d'hier certains bruits alarmants touchant l'attitude des radicaux dont d'aucuns, plus réceptifs à l'ordinaire, formulaient des réserves au sujet des décrets-lois, n'étaient point étrangers à ce retournement.

Mais tout s'est expliqué quand on a entendu M. Daladier déclarer que l'interpellation du député de la Corse porterait, non plus sur la politique générale du gouvernement, comme cela était généralement entendu dès le matin, mais bien, et seulement, sur la déclaration du président du Conseil.

C'était ainsi restreindre le volume du débat, en interdisant de joindre à l'interpellation de M. Landry d'autres interpellations se rapportant peu ou prou à la politique générale.

L'astuce n'échappa évidemment à personne, car lorsque M. Léon Blum voulut demander le renvoi à demain pour permettre d'organiser le débat, la droite couvrit sa voix de clameurs, ce qui, bien entendu, provoqua des représailles quand M. Xavier Vallat, à son tour, vint lui parler.

On verra par ailleurs, et le texte du message présidentiel, et le détail de la déclaration du gouvernement.

Le message, tout semblable à ce que l'on en avait pu augurer, s'inspire d'un postulat d'impartialité dont le chef de l'Etat n'a, à aucun moment, songé à se départir.

Quant à la déclaration gouvernementale, nous allons écrire la déclaration ministérielle — elle est conçue en deux volets, l'un traitant de la politique extérieure, l'autre de la politique intérieure.

Francisque LAURENT.

(Lire la suite en cinquième page)

Le refuge Vallot saboté

Paris, 11 mai.

Certes, nos dirigeants diplomatiques ne font pas toujours preuve, les uns vis à vis des autres, de cet esprit de solidarité qui devrait être la première vertu des républicains. Mais consolons-nous. Dans les régimes totalitaires, les grands chefs sont, en fait, moins réguliers entre eux, et les règlements de comptes y sont fréquents.

En voici deux exemples : A Berlin, Hitler, qui a eu la peau de Roehm de la façon que l'on sait, s'apprête, paraît-il, à jouer à Goering le même sale tour.

A Rome, le mécontentement contre le clan Ciano et sa politique pro-allemande est quasi-à l'ordre du jour. Certains hauts fonctionnaires n'hésitent pas à trahir ; on se souvient que notre collaborateur Signorile révélait (il y a une quinzaine de jours) que la mission militaire allemande en Libye s'était prononcée contre une attaque de la Tunisie ; or, un grand hebdomadaire parisien publie (et c'est vrai) que «certains informateurs français» trahissent cette nouvelle des milieux officiels italiens qui n'ont pas craint, ces temps-ci, de dévoiler d'importants secrets ; si donc les démocraties sont victimes de trahisons intérieures, il n'est pas étonnant de dire que les dictatures sont parfois littéralement vendues.

Voilà qui devrait nous donner quelque espoir et quelque courage.

Des vandales ont saccagé et détruit le refuge Vallot, situé à 4.200 mètres d'altitude, dernière étape avant le Mont Blanc.

(Mondial Photo Presse.)

LA DÉCLARATION DE M. DALADIER



Après le Conseil, les ministres sortent de l'Élysée. De gauche à droite : MM. Jean ZAY, RUCART, Edouard DALADIER, POMARET, MARCHANDEAU, GENTIN, CAMP INCHI et Georges BONNET.

Paris, 11 mai.

Voici le texte de la communication faite au Parlement par M. Daladier et adoptée ce matin au Conseil des ministres :

Après la communication du message de M. le Président de la République, après d'habiles patrouilles, et d'un haut sentiment qui devait servir de la nation son repos, notre devoir est d'adresser le salut de la République à ces jeunes hommes, qui protègent sur terre, sur mer et dans les airs, la France et son Empire contre toutes les menaces.

C'est aussi à la nation tout entière que nous devons adresser notre message. Depuis plusieurs semaines, elle supporte et elle est résolue à supporter, avec une égale mesure, la charge d'une épreuve par laquelle on voudrait affaiblir la France morale, comme si un pays de liberté pouvait se révéler plus sensible à cette tension nerveuse que les pays du silence, de la contrainte ou de la servitude.

Tandis que les jeunes français consentent résolument l'effort qui leur est demandé, sans se soucier des propagandes étrangères, qui voudraient semer le doute parmi eux, le peuple entier nous exhorte à nous montrer dignes de lui-même et de sa confiance.

La France est un vaste chantier où des millions d'hommes travaillent, sans trêve ni répit, pour assurer la défense nationale.

Notre devoir est de ne penser qu'à notre patrie. Notre devoir est de prendre et de maintenir les résolutions utiles qui exigent son salut.

Le véritable problème

Déjà, il y a quelques jours, je me suis efforcé de traduire les sentiments de la France.

Quelles que soient la diversité et la complexité des problèmes internationaux, un seul se pose en réalité à l'Europe : Celui de la domination ou de la collaboration.

Le véritable problème est en effet de savoir si les divergences d'intérêts

Qu'est donc la paix ?

La paix consiste-t-elle donc à envahir le territoire des autres Etats, à présenter toujours des revendications nouvelles qui peuvent entraîner un conflit, à condamner des peuples à la misère, en leur imposant des armements sans cesse accrus qui rendraient inutiles la «collaboration» internationale qui leur est offerte ?

Aussi bien, les nations qui sont la plus attachées à cette méthode de libre collaboration dans le respect de toutes les patries, doivent-elles décider, s'il le faut, à opposer aux menaces leur vigilance et leur fermeté. Tel est la pensée, telle est la volonté de la France.

La France a de la sympathie pour tous les peuples

Pour la défense de la paix : Cette pensée, cette volonté ont inspiré l'action du gouvernement. La France ignore la haine. Elle éprouve une sincère sympathie pour tous les peuples. Elle sait d'ailleurs, par une longue expérience, que la guerre ne résoudrait aucun des problèmes présents, qu'elle rendrait, au contraire, leur solution plus difficile et plus ruineuse. Elle pense que dans un monde dont les richesses naturelles ont été décuplées par les inventions de la science, chaque nation pourrait aisément recevoir sa part de bonheur, de prospérité et de liberté.

Nous ne méditons aucune agression

Les peuples savent bien — nous avons la fierté de le dire — que la France ne les menace pas, qu'elle désire collaborer avec tous et n'en dominer aucun.

Nous n'avons pas besoin de solliciter autour de nous des témoignages pour faire la preuve que nous ne méditons aucune agression.

Il y a longtemps déjà que, suivant la noble parole des hommes de la révolution française, la France a déclaré la paix au monde.

Notre politique est exclusivement tournée au rassemblement des hommes et des nations pour la défense de la paix.

Telles sont les idées qui ont inspiré les négociations auxquelles nous avons pris part ou dont nous avons pris l'initiative pendant ces dernières semaines.

La solidarité de la Grande Bretagne

La solidarité de la Grande-Bretagne et de la France est plus étroite et plus confiante que jamais. Elle demeure la base de la politique française et nous ne la laisserons affaiblir ni par l'intrigue, ni par des propagandes odieuses et mensongères.

(Lire la suite en cinquième page)

Les négociations anglo-russes

On estime généralement à Londres qu'un accord est imminent

Londres, 11 mai.

Les négociations anglo-soviétiques restent encore aujourd'hui à l'ordre du jour et la presse londonienne accorde une large place à la déclaration que M. Chamberlain a été amené à faire aux Communes, hier, déclaration favorablement commentée dans les éditoriaux.

Les rédacteurs diplomatiques, tout en se félicitant de l'initiative, soulignent la politique des Soviétiques n'ait pas changé d'orientation, mais encore marque une tendance plus nette à se rapprocher d'avantage des démocraties occidentales, prévoient généralement un accord complet à très brève échéance.

Les démarches de M. Potemkine, à Varsovie, restent l'élément principal, et c'est avec une vive satisfaction que l'on enregistre leur succès.

Le sentiment est actuellement que les négociations sont trop avancées pour que rien n'en sorte. Les deux parties se sont mises d'accord sur l'objectif à atteindre, ce qui, pour le moment, est une base pratique d'entente. Le communiqué soviétique indique que la Russie a donné des garanties en Europe Orientale, tout comme la Grande-Bretagne et la France. Une action parallèle en

cas d'urgence est nettement envisagée et, du côté des soviétiques, on insiste de plus en plus pour que les experts militaires commencent à comparer leurs notes, en prévision d'une guerre.

Le gouvernement des Soviets demande également que toute sa frontière occidentale (comprenant la Lettonie et l'Estonie), soit amenée dans le cadre des garanties. On met la main aux derniers détails de l'accord conclu avec la Turquie et, après de nouvelles consultations reconnues nécessaires avec le gouvernement français, on peut s'attendre à une déclaration d'un jour à l'autre.

Telles est la situation actuellement, écrit encore le Times, dans son éditorial.

Les négociations sont bien avancées et ne font apparaître aucune divergence entre les deux gouvernements sur le principe de résistance armée à une agression italienne.

Notre pays espère naturellement avec faveur qu'il n'y aura pas de casus belli.

Malheureusement, M. Hitler ne prend jamais la parole maintenant sans faire allusion à la nécessité d'un plus grand espace vital pour le peuple allemand et Mein Kampf ne nous laisse aucun doute sur la nature de cet espace vital.

Les entretiens Beck-Potemkine semblent fructueux

Paris, 11 mai.

Mme Geneviève Tabouis écrit dans l'Œuvre :

La visite à Varsovie de M. Potemkine a produit, à Londres et à Paris, la plus favorable impression.

On espère que les nouveaux rapports polono-soviétiques, sensiblement améliorés après la nomination d'un ambassadeur de l'U.R.S.S. en Pologne, pourront faciliter la conclusion des accords définitifs auxquels président la France et l'Angleterre et permettre à Moscou de donner entièrement son concours en cas d'agression allemande.

Dans l'entretien que M. Potemkine a eu, hier, à Varsovie avec le colonel Beck — entretien qui a duré deux heures — le premier a rapporté au ministre polonais les excellentes dispositions des capitales balkaniques où il venait de passer.

Il s'est efforcé de dissiper les craintes de certains éléments polonais à l'égard d'une intervention militaire russe à côté de la Pologne.

D'ailleurs, les dirigeants soviétiques ont apprécié, sincèrement et dans une large mesure, l'attitude de la Pologne, révélée dernièrement par le colonel Beck — devant les propositions allemandes qui tendaient à



M. POTEMKINE

(Photo N. Y. T.)

menacer l'intégrité territoriale de l'U. R. S. S.

L'activité du Vatican en faveur de la paix

Cité du Vatican, 11 mai.

On déclare, dans les cercles gouvernementaux du Vatican, qu'on ne peut, à proprement parler, faire allusion à une médiation de Pie XII, mais que celui-ci a bien invité les gouvernements de Berlin et de Varsovie à conclure la paix.

On termine ces brèves indications, au Vatican, en affirmant qu'aucune nouvelle initiative n'est à prévoir de la part du Saint-Siège.

ponses du Führer et du colonel Beck ont été satisfaisantes quant aux assurances données par les deux hommes d'Etat, mais qu'aucune conclusion pratique n'a encore résulté de cette série de sondages diplomatiques.

On termine ces brèves indications, au Vatican, en affirmant qu'aucune nouvelle initiative n'est à prévoir de la part du Saint-Siège.

AU JOUR LE JOUR

Paris, 11 mai.

Le printemps parisien, vers la fin mai, est le plus gracieux des printemps. Le ciel s'est habillé de bleu, les matinales et les soirées sont encore fraîches, mais le milieu du jour est délicieusement atténué par un soleil discret.

Le moment est idéal pour visiter la capitale, ce que n'ignorent pas les agences internationales qui nous envoient, dès avant la Pentecôte, des milliers de touristes.

Mais tous ces «forestiers», comme on les appelle en Italie, peuvent-ils goûter le charme incomparable de Paris en plein renouveau, comme ceux qui ne s'éloignent jamais des rives de la Seine ? Nous, qui avons vu les gazons de nos jardins détrempés par le brouillard ou blottis sous la neige, nos arbres dépouillés et grelottants ; nous, qui avons patissé pendant six mois dans la «flotte» glaciale et les boues du dégel, nous savons, certes, apprécier mieux que personne, la grâce de nos parterres refleuris, la pureté et la fraîcheur des matinales, la propriété de l'asphalte et la caresse bienfaisante du grand dispensateur de chaleur et de lumière, l'immortel Phebus, qui a su résoudre depuis des millénaires, le problème délicat du chauffage central et de l'éclairage en commun.

Ce matin, à l'heure du café-crème, une brume diaphane s'étendait sur les toits de l'avenue de l'Opéra, et au loin, au centre d'une éclaircie, l'Académie Nationale de musique apparaissait dans une clarté blonde qui rehaussait le ton de ses arses patinées et de ses marches polychromes.

La foule, encore clairsemée, des Parisiens se rendant au travail, suivait le bitume sur un rythme accéléré et com-

me plein d'allégresse. Les midinettes, dépouillées de leur manteau de trépidation, et les isolées souriaient à d'aimables projets tout en se hâtant vers l'atelier.

Paris acclaire épanche dans l'air de Paris revigorant à la fois la jeunesse et l'âge mûr. On oublie les soucis quotidiens, la vie chère, le masque à gaz suspendu chez soi dans le vestibule et les sacs de sable que le concubinage accumule sur les papiers tapissés.

Il faisait bon marcher, respirer à pleins poumons, rire. On allait attacher la besogne avec bonne humeur. Et si une pensée mélancolique nous effleurait en cet instant d'euphorie et d'espoir, nous la résolvions au souvenir des êtres chers que nous avons perdus et qui ne connaîtront plus, hélas, la douceur de vivre...

Jacques CHOLET.

Soixante réfugiés espagnols s'embarquent pour Leningrad

Marseille, 11 mai.

Le paquebot «Lamoricière», de la Compagnie générale transatlantique, courrier d'Oran arrivé ce matin à Marseille, avait à bord 60 réfugiés espagnols. Parmi eux se trouvaient MM. Jesús Hernandez, ancien ministre de l'Instruction publique, le colonel Galan, le commandant Frias.

Les réfugiés se rendent au Havre où ils s'embarqueront sur un navire allant à Leningrad.

LA TRIBUNE RÉPUBLICAINE

est désignée pour recevoir les annonces légales et judiciaires concernant le département de la Nièvre

La Révolution de 1789 dans la Nièvre

Voici la suite des extraits des « Cahiers » présentés au roi à l'ouverture des États Généraux :

Cahiers du Tiers Etat (Saint-Pierre-le-Moutier)

Art. 70. — On n'ouïs pas la main-morte servile, attendu que cet abus par une suite duquel les serfs n'ont ni la faculté de tester, ni celle de choisir un état à leur gré, expose d'ailleurs les gens de cette malheureuse condition à être partagés comme un vil bétail, quand leur père est maintenu d'un autre ; qu'il est, par conséquent, contraire au droit naturel de la liberté générale des citoyens, aux lois du Royaume et à l'intérêt public et qu'on ne peut, par ce moyen, le considérer que comme le fruit de la violence et de l'oppression.

Art. 73. — Faculté à tout vassal et censitaire de racheter les redevances seigneuriales auxquelles il peut être assujéti. Le prix du rachat devra être fixé par les États Généraux sur l'évaluation du profit que les seigneurs retirent de ces redevances. Art. 74. — Qu'en attendant que ce rachat soit effectué, l'exercice du droit de retenue féodale, censuelle, bordelière et taillable sera supprimé, par la raison qu'il gêne le commerce des propriétés foncières, dont les acquéreurs craignent le démentement, qu'il favorise l'accroissement des grandes propriétés, détruit insensiblement des petites, et porte préjudice à la culture et à la population.

Ballage secondaire de Cusset

Art. 19. — Que l'éducation publique soit réformée et établie de manière que les enfants du peuple y trouvent des ressources relatives aux professions ou métiers auxquels ils se destinent ; qu'il soit établi des distinctions et des récompenses pour les laborieux et artisans qui excellent dans leur art.

Service militaire

Cahiers de la Noblesse (Nevers)

La noblesse du Nivernais, accoutumée à regarder l'honneur comme le premier mobile des Français, et considérant qu'il ne saurait être au service de la Patrie, le soldat n'a jamais pu renoncer à son titre ni à ses droits de citoyen, supplie le Roi d'accorder son dernier vœu, et de vouloir bien supprimer désormais dans ses troupes les corps de plat de sabre et autres punitions arbitraires du même genre.

Cahiers du Tiers Etat (Nevers)

XIV. — Que le sort des troupes et particulièrement celui des soldats soit amélioré ; qu'il ne soit plus dégradé par des peines avilissantes, fatigué par des changements trop fréquents ; que les uniformes ne soient pas arbitrairement changés ; que, pour améliorer le sort du soldat, tous gouverneurs des villes de l'intérieur, lieutenants et autres soient supprimés ; que les gages et appointements des gouverneurs des villes de guerre et des frontières soient réduits et les commandants supprimés et, en cas d'absence du gouverneur, le commandement doit appartenir au plus ancien officier.

Cahiers du Tiers Etat (Saint-Pierre-le-Moutier)

Milice. — Art. 26. — Que la milice et qu'il enlève souvent aux campagnes les sujets les plus propres à l'agriculture dont il est essentiel de ranimer les travaux, soit également convertie en une prestation pécuniaire qui sera supportée par les trois Ordres en proportion de la fortune de chacun.

Tribunal correctionnel de Cosne-sur-Loire

Voici les condamnations prononcées à la dernière audience. — Muratori Attilio, 59 ans, épicière, à Jarny (M.-et-M.) : 30 francs d'amende pour le délit plus 5 francs pour la contravention, pour blessures par imprudence et infraction au code de la route. — Capron Marcel, 38 ans, bûcheron à Ménétréol, 100 francs d'amende de plus le prix du permis de chasse général et confiscation de l'arme, pour chasse sans permis en temps et avec engins prohibés et colportage de gibier.

Club de la Jeunesse de Nevers

Syndicat des agents généraux d'assurances de la Nièvre

Une Nivernaise à Paris P.T.T.

Mlle Yvonne Lagrus, licenciée en droit, professeuse de chant et de piano à Nevers, se fera entendre mercredi prochain, 10 mai, entre 14 heures 25 et 15 heures, au poste de Paris P. T. T., dans des œuvres diverses.

LES SPORTS DANS LA NIÈVRE F. S. G. T. ATHLÉTISME

Dimanche dernier 7 mai, la Jeunesse Ouvrière Sportive Nivernaise a eu lieu, au Stade du Pré-Fleur, une séance d'entraînement, en faisant disputer ses épreuves de classement pour Minimes et Juniors.

C'est par un temps épouvantable que cette réunion fut tenue au Stade du Pré-Fleur, mais les performances furent plutôt médiocres, sauf, toutefois, deux qu'il nous faut noter comme bonnes, étant donné que la pluie et le vent, en fait, n'ont cessé pendant la réunion.

Tout d'abord les 1.000 mètres juniors. C'est par un temps épouvantable que cette réunion fut tenue au Stade du Pré-Fleur, mais les performances furent plutôt médiocres, sauf, toutefois, deux qu'il nous faut noter comme bonnes, étant donné que la pluie et le vent, en fait, n'ont cessé pendant la réunion.

Art. 73. — Faculté à tout vassal et censitaire de racheter les redevances seigneuriales auxquelles il peut être assujéti. Le prix du rachat devra être fixé par les États Généraux sur l'évaluation du profit que les seigneurs retirent de ces redevances.

Art. 74. — Qu'en attendant que ce rachat soit effectué, l'exercice du droit de retenue féodale, censuelle, bordelière et taillable sera supprimé, par la raison qu'il gêne le commerce des propriétés foncières, dont les acquéreurs craignent le démentement, qu'il favorise l'accroissement des grandes propriétés, détruit insensiblement des petites, et porte préjudice à la culture et à la population.

Ballage secondaire de Cusset

Art. 19. — Que l'éducation publique soit réformée et établie de manière que les enfants du peuple y trouvent des ressources relatives aux professions ou métiers auxquels ils se destinent ; qu'il soit établi des distinctions et des récompenses pour les laborieux et artisans qui excellent dans leur art.

Service militaire

Cahiers de la Noblesse (Nevers)

La noblesse du Nivernais, accoutumée à regarder l'honneur comme le premier mobile des Français, et considérant qu'il ne saurait être au service de la Patrie, le soldat n'a jamais pu renoncer à son titre ni à ses droits de citoyen, supplie le Roi d'accorder son dernier vœu, et de vouloir bien supprimer désormais dans ses troupes les corps de plat de sabre et autres punitions arbitraires du même genre.

Cahiers du Tiers Etat (Nevers)

XIV. — Que le sort des troupes et particulièrement celui des soldats soit amélioré ; qu'il ne soit plus dégradé par des peines avilissantes, fatigué par des changements trop fréquents ; que les uniformes ne soient pas arbitrairement changés ; que, pour améliorer le sort du soldat, tous gouverneurs des villes de l'intérieur, lieutenants et autres soient supprimés ; que les gages et appointements des gouverneurs des villes de guerre et des frontières soient réduits et les commandants supprimés et, en cas d'absence du gouverneur, le commandement doit appartenir au plus ancien officier.

Cahiers du Tiers Etat (Saint-Pierre-le-Moutier)

Milice. — Art. 26. — Que la milice et qu'il enlève souvent aux campagnes les sujets les plus propres à l'agriculture dont il est essentiel de ranimer les travaux, soit également convertie en une prestation pécuniaire qui sera supportée par les trois Ordres en proportion de la fortune de chacun.

Tribunal correctionnel de Cosne-sur-Loire

Voici les condamnations prononcées à la dernière audience. — Muratori Attilio, 59 ans, épicière, à Jarny (M.-et-M.) : 30 francs d'amende pour le délit plus 5 francs pour la contravention, pour blessures par imprudence et infraction au code de la route. — Capron Marcel, 38 ans, bûcheron à Ménétréol, 100 francs d'amende de plus le prix du permis de chasse général et confiscation de l'arme, pour chasse sans permis en temps et avec engins prohibés et colportage de gibier.

Club de la Jeunesse de Nevers

Syndicat des agents généraux d'assurances de la Nièvre

Une Nivernaise à Paris P.T.T.

Mlle Yvonne Lagrus, licenciée en droit, professeuse de chant et de piano à Nevers, se fera entendre mercredi prochain, 10 mai, entre 14 heures 25 et 15 heures, au poste de Paris P. T. T., dans des œuvres diverses.

Direction des services agricoles de la Nièvre

Declarations d'emblavures en 1939. Nous rappelons aux producteurs de blé qu'ils sont tenus de faire du 15 avril au 15 mai 1939, la déclaration d'emblavures prescrite par loi du 15 août 1936 et le décret-loi du 17 juin 1938.

La déclaration de la superficie des terres labourables ensemencées, en blé à l'automne 1938 et au printemps 1939 doit être faite à la mairie du lieu de l'exploitation, par celui qui exploite effectivement le domaine, qu'il soit propriétaire, fermier ou métayer, et doit être accompagnée en plus de son nom et adresse ceux de son propriétaire.

L'intérêt de tous les producteurs est de faire des déclarations sincères, exactes et complètes, la déclaration d'emblavures servant à établir une prévision du rendement de la récolte nationale dans la deuxième quinzaine de juin.

Les cultivateurs qui omettraient de faire ces déclarations seraient privés du bénéfice de l'échange de blé contre farine et pain et pourraient encourir les sanctions légales.

Declarations définitives de récolte

Les producteurs ayant souscrit une déclaration provisoire de récolte en septembre 1938 devront, à l'expiration du délai, faire une déclaration définitive avant le 15 mai 1939.

Le Directeur des Services agricoles, M. GIRARD.

Les Tritons nivernais

Avec le mois de mai nous sommes en droit d'espérer les beaux jours d'un moment à l'autre ; pour permettre que ceux qui ont pratiqué les tritons de la natiou puissent prendre leurs ébats, le Comité des Tritons Nivernais a fixé l'ouverture de la saison de la baignade et des leçons de natation au lundi 15 mai.

Nous sommes persuadés que nombreux seront les élèves qui viendront comme les années précédentes, grossir la pépinière de nageurs déjà formés par la Société.

Pour bien démontrer aux jeunes l'intérêt qu'il y a pour eux à pratiquer la natation, nous croyons utile de leur rappeler que d'une part le B. S. P., troisième degré, qui leur permettra d'être admis à la B. S. P. N., comporteront dorénavant une épreuve obligatoire de natation, que d'autre part, le brevet de nageur classé apporte un appoint de valeur incontestable aux jeunes gens faisant de la P. M.

Aux enfants, aux personnes désireuses d'apprendre à nager, aux candidats au B. S. P. et au B. P. E. S. M., nous faisons savoir que des moniteurs éprouvés assureront la permanence des leçons de 15 heures à 19 heures, 45 et aux amateurs de sport, qu'il y a place pour eux à la section sportive.

Contrairement aux dispositions de la saison dernière, le bassin sera ouvert aux membres de la société, moniteurs et élèves, les dimanches et jours fériés, de 16 heures à 18 heures 30.

Les conditions d'admission demeurent en tous points inchangées et les prix des cartes sont les suivants : Elèves : 50 francs ; membres adhérents : 25 francs ; membres actifs : 15 francs.

Nous profitons de l'occasion pour rappeler la composition du Comité 1939 :

Président : M. Leroux ; vice-présidents : Mmes Poitou et Joly ; vice-présidents : MM. Perrin et Poitou ; trésorier : M. Leborne ; secrétaire adjoint : M. Leborne ; trésorier : M. Leuignat.

Membres : MM. Bertin, Denis, Couderc, Lyon, Michot, Trésorier, Truchet, Zimmermann.

PATRONAGES LAIQUES

Grande soirée au Théâtre

Samedi prochain 13 mai se tiendra, au Théâtre, la fête annuelle des Patronages laïques.

Cette importante société nous a déjà habitués à des programmes de choix et son élan n'est plus à faire, mais à mesure que de nouvelles sections se créent, ses moyens augmentent et cette année elle a voulu se surpasser. Tous les groupes ont rivalisé de zèle et fait un effort sérieux en vue de la mise au point.

Dimanche dernier avait lieu une répétition générale et, d'après les échos qui nous sont parvenus, nous pouvons dire et déjà affirmer que cette soirée sera des plus réussies.

Aux sections connues que nous avons pu apprécier les années précédentes et que nous retrouverons en grands progrès, viendra s'ajouter un groupe de vieillards qui fera revivre les aînés d'antan et Rignault, le plus jeune des vieillards de la Nièvre, jouera la hémorrhagie mortelle.

Mais, n'anticipons pas. Ajoutons seulement que le groupe Estudiantina avec ses quarante bantos, se présentera pour la première fois au grand public, avec son costume original.

Que tous les amis de la laïcité, que tous les amateurs de belles œuvres se donnent rendez-vous au théâtre samedi prochain.

Club de la Jeunesse de Nevers

Syndicat des agents généraux d'assurances de la Nièvre

Une Nivernaise à Paris P.T.T.

Mlle Yvonne Lagrus, licenciée en droit, professeuse de chant et de piano à Nevers, se fera entendre mercredi prochain, 10 mai, entre 14 heures 25 et 15 heures, au poste de Paris P. T. T., dans des œuvres diverses.

Nevers

Etat civil. — Relevé du 10 mai. — Naissances : Christiane Chovelon, 14, rue du Banlay ; nne Gay, 7, rue de la Chausse ; Jacqueline Voisin, 103 bis, faubourg de Nevers.

Décès : Jean-Joseph Bord, 74 ans, cocher, époux de Rosalie Saulu, rue de Paris, 1.

Arrestation. — La police municipale a procédé à l'arrestation de Marie-Félicie Gaudet, 24 ans, fille soumise, en vertu de deux contraindres de Paris.

Marie Gaudet, qui a à purger une peine de huit jours d'emprisonnement, a été écrouée à la Maison d'arrêt de Nevers.

M. Antoine Crolet, inspecteur de la Sûreté, est promu à la hors classe. Le gardien de la paix Marcel Parizot est nommé brigadier.

Le gardien de la paix de troisième classe Julien Marion est promu à la deuxième.

DANS LA POLICE DE NEVERS

Le brigadier Emile Duprilot a été nommé brigadier-chef. Le garde-champêtre André Guibert, ingénieur municipal, a été brillamment admis au titre de gradé de l'Ecole nationale d'administration municipale près l'Institut d'Urbanisme de l'Université de Paris.

Nos sincères félicitations.

Conservatoire municipal de musique

Les élèves du Conservatoire municipal de Nevers ont été à l'honneur au grand concours de l'Association Léopold Bellan, à Paris.

Mlle Suzanne Monod, prix d'excellence, élève de Mlle Cécile Deroche, a remporté un deuxième prix.

Mlle Monique Jean-Pierre, élève de M. H. Oudet, a obtenu mention.

M. de plus, Mlle Roussel, élève particulière de Mlle Pelletier, a obtenu également une troisième mention.

Nos vives félicitations à ces lauréates et à nos éminents professeurs.

ANALYSE PÉRIODIQUE DES EAUX

Institut départemental de biologie.

Date de la réponse : 5 mai 1939.

Provenance : Nevers.

Nature de l'envoi : Eau et boue.

Objet : Analyses chimiques et bactériologiques.

ABATTOIR MUNICIPAL

Statistique du mois d'avril 1939.

Animaux abattus pour l'intérieur.

23 bœufs pesant 14.835 kilos ; 82 vaches pesant 47.490 kilos ; 8 taureaux pesant 3.448 kilos ; 24 veaux pesant 2.550 kilos ; 422 moutons pesant 16.065 kilos ; 1 chevre pesant 38 kilos ; 326 porcs pesant 35.741 kilos ; 11 chevreuils pesant 3.869 kilos ; un agneau pesant 9 kilos.

Animaux abattus pour l'extérieur.

3 bœufs pesant 1.415 kilos ; 10 vaches pesant 5.380 kilos ; 6 taureaux pesant 3.915 kilos ; 6 veaux pesant 3.448 kilos ; 35 moutons pesant 247 kilos ; 6 porcs pesant 556 kilos ; 4 chevreuils pesant 1.274 kilos.

Viandes foraines inspectées. — 5.861 kilos de bœuf ; 1.274 kilos de veau ; 230 kilos de mouton ; 3.469 kilos de porc ; 167 kilos de charcuterie ; 5.893 kilos d'abats.

Saisies opérées. — 3 vaches pesant 80 kilos ; 2 veaux pesant 134 kilos ; un chevreau pesant 425 kilos.

Avis mortuaires

SAINT-HONORE-LES-BAINS.

Vous êtes prié d'assister aux Convoi, Service et Enterrement de

Madame veuve Jean PERRAUDIN née Marie-Jeanne RENAUD

décédée le 10 mai, muni des Sacraments de l'Eglise, en son domicile, au Ruisseau, à Saint-Honore-les-Bains, dans sa 88^e année.

Ses obsèques auront lieu le vendredi 12 mai, à 10 heures, en l'église de Saint-Honore-les-Bains.

De la part de : Mme et M. Alexandre ; Mme veuve Buisson ; Mme et M. Jean Perraudin, ses enfants ; M. et Mme Charles Desplaces ; Mme et M. Louis Legrand, ses petits-enfants ; de familles Gaudard, Perraudin, ses neveux, nièces, cousins et cousines, et de toute la famille.

Il ne sera pas envoyé de lettres de faire-part, le présent avis en tenant lieu.

VANDENESSE.

Vous êtes prié d'assister aux Convoi, Service et Enterrement de

Monsieur Jean-Marie CHATELAIN

décédé le 10 mai, muni des Sacraments de l'Eglise, en son domicile, au Ruisseau, à Saint-Honore-les-Bains, dans sa 88^e année.

Ses obsèques auront lieu le vendredi 12 mai, à 10 heures, en l'église de Saint-Honore-les-Bains.

De la part de : Mme et M. Alexandre ; Mme veuve Buisson ; Mme et M. Jean Perraudin, ses enfants ; M. et Mme Charles Desplaces ; Mme et M. Louis Legrand, ses petits-enfants ; de familles Gaudard, Perraudin, ses neveux, nièces, cousins et cousines, et de toute la famille.

Il ne sera pas envoyé de lettres de faire-part, le présent avis en tenant lieu.

CHARENTAY-ST-IBERT.

Produit de la vente d'insignes et cartes. — La vente des insignes et cartes pour la Journée nationale à l'effet de l'érection d'un monument à l'Infanterie française a produit la somme de 143 fr. 50.

DECOISE.

Etat civil. — Naissances : Le 12 avr. est né, au village de Brain, Simon-Yvonne Camus ; le 5 avr. est née, rue de la République, Danièle André Brière ; le 7 avr. est née au

DANS LE DÉPARTEMENT

Feuillat, Hélène-Simone Brisson ; le 7 avr. est né, route nationale, Daniel Masle ; le 10 avr. est né, au Marquis d'Ancre, Michel-Louis Dubousson ; le 11 avr. est né, rue de la Rie, Daniel-Henri-André Ponsard ; le 12 avr. est né, Michel-François Rousseau ; le 22 avr. est né, boulevard du Docteur Galvaing, Jean-François Cenequin ; le 23 avr. est né, rue de l'Abattoir, Georges-André Devillechaise ; le 30 avr. est née, à Crécy, Ludwig Boloban.

Marriages. — Le 25 avril 1939, a été célébré le mariage de René Montgiron, sergent, domicilié à Imphy, et de Marcelle Bonneval, sans profession, domiciliée à Decize.

Décès. — Le 2 avr. est décédé, rue Paul-Bert, Alphonse-Eugène Girard, retraité, domicilié à La Machine ; le 3 avr. est décédé, rue Paul-Bert, Jeanne Barthelemy ; le 6 avr. est décédé, en son domicile, au Feuilleu, Pierre-Emile Gallot, époux de Marcel Clément ; le 11 avr. est décédé, en son domicile, faubourg d'Allier, Jules Durbin, veuf de Emilienne Voin ; le 23 avr. est décédé, en son domicile, rue de la République, Marguerite Durand ; le 23 avr. est décédé, en son domicile, rue de la République, Alexis Perrin ; le 25 avr. est décédé, en son domicile, place Saint-Just, François-Gabriel Danjean, époux de Marthe-Marie Dorel ; le 27 avr. est décédé, Emerance-Marie Decloquement, épouse de François Daudin.

DORMES.

Encouragement aux familles nombreuses. — Un décret-loi du 18 avr. 1939, paru au Journal Officiel du 19 avr. 1939, modifie sensiblement les lois précédentes relatives à l'encouragement aux familles nombreuses. Il augmente le taux des allocations familiales, revues par la caisse d'indemnité de l'Industrie et de l'Agriculture.

Toutefois, les pères de famille ayant au moins six enfants, pourront continuer à toucher des allocations de deux services à partir du sixième enfant.

Le cumul est également permis pour les veuves salariées bénéficiaires d'allocations familiales.

Il y a eu, en outre, de nouvelles, qui sont applicables à partir du 1^{er} avr. 1939, pour exiger une révision des listes actuelles des bénéficiaires de l'encouragement aux familles nombreuses en vue de la radiation de ceux qui ne remplissent plus les conditions d'indemnité.

Mutations foncières. — Les mutations foncières à opérer en 1940, par les soins du contrôleur des contributions directes, ont été présentées à la mairie de Dormes, le 20 mai, à 9 heures du matin, à Gossaye le 22 mai, à 8 heures 30, à Trenay le 27 mai, à 8 h. 30.

GUERIGNY.

Relève de l'état civil du mois d'avril. — Naissances : Victor-Jean-Clément, le 1^{er} avr. ; Lucien-Jacques, le 2^e avr. ; Raymond-Jacques, le 3^e avr. ; Lucien-Jacques, le 4^e avr. ; Raymond-Jacques, le 5^e avr. ; Lucien-Jacques, le 6^e avr. ; Raymond-Jacques, le 7^e avr. ; Lucien-Jacques, le 8^e avr. ; Raymond-Jacques, le 9^e avr. ; Lucien-Jacques, le 10^e avr. ; Raymond-Jacques, le 11^e avr. ; Lucien-Jacques, le 12^e avr. ; Raymond-Jacques, le 13^e avr. ; Lucien-Jacques, le 14^e avr. ; Raymond-Jacques, le 15^e avr. ; Lucien-Jacques, le 16^e avr. ; Raymond-Jacques, le 17^e avr. ; Lucien-Jacques, le 18^e avr. ; Raymond-Jacques, le 19^e avr. ; Lucien-Jacques, le 20^e avr. ; Raymond-Jacques, le 21^e avr. ; Lucien-Jacques, le 22^e avr. ; Raymond-Jacques, le 23^e avr. ; Lucien-Jacques, le 24^e avr. ; Raymond-Jacques, le 25^e avr. ; Lucien-Jacques, le 26^e avr. ; Raymond-Jacques, le 27^e avr. ; Lucien-Jacques, le 28^e avr. ; Raymond-Jacques, le 29^e avr. ; Lucien-Jacques, le 30^e avr. ; Raymond-Jacques, le 1^{er} mai ; Lucien-Jacques, le 2^e mai ; Raymond-Jacques, le 3^e mai ; Lucien-Jacques, le 4^e mai ; Raymond-Jacques, le 5^e mai ; Lucien-Jacques, le 6^e mai ; Raymond-Jacques, le 7^e mai ; Lucien-Jacques, le 8^e mai ; Raymond-Jacques, le 9^e mai ; Lucien-Jacques, le 10^e mai ; Raymond-Jacques, le 11^e mai ; Lucien-Jacques, le 12^e mai ; Raymond-Jacques, le 13^e mai ; Lucien-Jacques, le 14^e mai ; Raymond-Jacques, le 15^e mai ; Lucien-Jacques, le 16^e mai ; Raymond-Jacques, le 17^e mai ; Lucien-Jacques, le 18^e mai ; Raymond-Jacques, le 19^e mai ; Lucien-Jacques, le 20^e mai ; Raymond-Jacques, le 21^e mai ; Lucien-Jacques, le 22^e mai ; Raymond-Jacques, le 23^e mai ; Lucien-Jacques, le 24^e mai ; Raymond-Jacques, le 25^e mai ; Lucien-Jacques, le 26^e mai ; Raymond-Jacques, le 27^e mai ; Lucien-Jacques, le 28^e mai ; Raymond-Jacques, le 29^e mai ; Lucien-Jacques, le 30^e mai ; Raymond-Jacques, le 1^{er} juin ; Lucien-Jacques, le 2^e juin ; Raymond-Jacques, le 3^e juin ; Lucien-Jacques, le 4^e juin ; Raymond-Jacques, le 5^e juin ; Lucien-Jacques, le 6^e juin ; Raymond-Jacques, le 7^e juin ; Lucien-Jacques, le 8^e juin ; Raymond-Jacques, le 9^e juin ; Lucien-Jacques, le 10^e juin ; Raymond-Jacques, le 11^e juin ; Lucien-Jacques, le 12^e juin ; Raymond-Jacques, le 13^e juin ; Lucien-Jacques, le 14^e juin ; Raymond-Jacques, le 15^e juin ; Lucien-Jacques, le 16^e juin ; Raymond-Jacques, le 17^e juin ; Lucien-Jacques, le 18^e juin ; Raymond-Jacques, le 19^e juin ; Lucien-Jacques, le 20^e juin ; Raymond-Jacques, le 21^e juin ; Lucien-Jacques, le 22^e juin ; Raymond-Jacques, le 23^e juin ; Lucien-Jacques, le 24^e juin ; Raymond-Jacques, le 25^e juin ; Lucien-Jacques, le 26^e juin ; Raymond-Jacques, le 27^e juin ; Lucien-Jacques, le 28^e juin ; Raymond-Jacques, le 29^e juin ; Lucien-Jacques, le 30^e juin ; Raymond-Jacques, le 1^{er} juillet ; Lucien-Jacques, le 2^e juillet ; Raymond-Jacques, le 3^e juillet ; Lucien-Jacques, le 4^e juillet ; Raymond-Jacques, le 5^e juillet ; Lucien-Jacques, le 6^e juillet ; Raymond-Jacques, le 7^e juillet ; Lucien-Jacques, le 8^e juillet ; Raymond-Jacques, le 9^e juillet ; Lucien-Jacques, le 10^e juillet ; Raymond-Jacques, le 11^e juillet ; Lucien-Jacques, le 12^e juillet ; Raymond-Jacques, le 13^e juillet ; Lucien-Jacques, le 14^e juillet ; Raymond-Jacques, le 15^e juillet ; Lucien-Jacques, le 16^e juillet ; Raymond-Jacques, le 17^e juillet ; Lucien-Jacques, le 18^e juillet ; Raymond-Jacques, le 19^e juillet ; Lucien-Jacques, le 20^e juillet ; Raymond-Jacques, le 21^e juillet ; Lucien-Jacques, le 22^e juillet ; Raymond-Jacques, le 23^e juillet ; Lucien-Jacques, le 24^e juillet ; Raymond-Jacques, le 25^e juillet ; Lucien-Jacques, le 26^e juillet ; Raymond-Jacques, le 27^e juillet ; Lucien-Jacques, le 28^e juillet ; Raymond-Jacques, le 29^e juillet ; Lucien-Jacques, le 30^e juillet ; Raymond-Jacques, le 1^{er} août ; Lucien-Jacques, le 2^e août ; Raymond-Jacques, le 3^e août ; Lucien-Jacques, le 4^e août ; Raymond-Jacques, le 5^e août ; Lucien-Jacques, le

La session des Conseils généraux

ALLIER

Moulins, 11 mai.
M. Thivrier, député, a déposé les vœux suivants :

Pour les vieux travailleurs

Le Conseil général, Considérant que la Chambre des députés, dans sa séance du 14 mars dernier, pour répondre au désir unanime du pays, a adopté la proposition de loi attribuant une retraite aux vieux travailleurs ; Que la mise en vigueur de cette réforme est attendue avec une légitime impatience par tous les vieux travailleurs auxquels elle doit apporter, dans une mesure modeste, mais certaine, une amélioration à leur sort ;

Demande au Gouvernement, pour en hâter l'application, de prendre, par décret-loi, les mesures qui s'imposent, en se basant sur les principes et les taux adoptés par la Chambre des députés.

Le Conseil général, Considérant que les ouvriers mineurs demandent instantanément le rattachement des pensions servies par la Caisse autonome ann de les mettre partiellement en harmonie avec la hausse du coût de la vie ;

Considérant que la réforme réclamée par les intéressés est subordonnée à la reconstruction des accords charbonniers de septembre, condition aujourd'hui réalisée ;

Considérant que le Ministre du Travail a déposé un projet de loi établi en accord avec la Commission des Mines de la Chambre des députés ;

Considérant qu'il y a lieu de faire droit d'urgence aux légitimes revendications des vieux mineurs ;

Demande aux instances à M. le Président du Conseil et à M. le Ministre du Travail d'obtenir la satisfaction des intéressés par voie de décret-loi, de manière à éviter tout retard dans l'accomplissement d'une réforme qui est l'accord est réalisé, tant sur le principe que sur les modalités, d'autant qu'elle peut être saupoudrée d'une charge nouvelle à l'Etat.

Les travaux communaux

Le Conseil général, Considérant que l'annulation par décret-loi des crédits inscrits au budget d'Etat pour travaux de chômage, travaux ruraux, travaux de construction d'équipement sanitaire, etc., ont apporté une grande perturbation dans l'exécution des travaux entrepris par les communes, lesquelles ont dû, en grande partie, être arrêtées ;

Considérant que le marché du travail s'est durci et que de ce fait le chômage accru ;

Emet le vœu : Que cette politique d'économie néfaste aux intérêts vitaux des communes rurales et urbaines soit abandonnée et que soient réaffectés aux travaux publics et subventionnés antérieurement aux dits crédits ;

L'Office du Bie

Le Conseil général, Considérant les services rendus au monde rural par l'Office du Bie ;

Considérant que les producteurs de bled ont pour le maintien de cet office qui leur permet de bénéficier de la loi sur le blé et de la spéculation ;

Demande qu'il ne soit porté aucune atteinte au fonctionnement de cet office et que si seuls devaient être financés les bleds nécessaires à la consommation nationale, il sera absolument insensé que le marché national soit strictement réservé aux bleds métropolitains pour permettre aux paysans français de vivre sur leurs terres, limiter l'écoulement et combattre le chômage urbain causé par cet excédent ;

Demande d'autre part que l'Office du Bie soit considéré comme un service public et national de première nécessité et que par conséquent les avances consenties aux coopératives pour le paiement des bleds continuent d'être par le moyen de la Caisse de Crédit Agricole, organisme d'Etat, à l'abri de toute intervention extérieure ;

Emet le vœu : Que l'Office du Bie soit alimenté sous le contrôle des services administratifs officiels ;

Demande qu'il soit décidé que l'Office du Bie ne pourra être effectuée qu'à la prochaine session du Conseil général ;

Emet le vœu : Que le Conseil général donne délégation à la Commission départementale pour homologuer toutes les nouvelles décisions du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau de la région de Saint-Germain-de-Puy institué par arrêté préfectoral du 6 janvier 1939 et que l'homologation des décisions ne pourra être effectuée qu'à la prochaine session du Conseil général ;

Emet le vœu : Que le Conseil général donne délégation à la Commission départementale pour homologuer toutes les nouvelles décisions du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau de la région de Saint-Germain-de-Puy institué par arrêté préfectoral du 6 janvier 1939 et que l'homologation des décisions ne pourra être effectuée qu'à la prochaine session du Conseil général ;

Emet le vœu : Que le Conseil général donne délégation à la Commission départementale pour homologuer toutes les nouvelles décisions du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau de la région de Saint-Germain-de-Puy institué par arrêté préfectoral du 6 janvier 1939 et que l'homologation des décisions ne pourra être effectuée qu'à la prochaine session du Conseil général ;

Emet le vœu : Que le Conseil général donne délégation à la Commission départementale pour homologuer toutes les nouvelles décisions du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau de la région de Saint-Germain-de-Puy institué par arrêté préfectoral du 6 janvier 1939 et que l'homologation des décisions ne pourra être effectuée qu'à la prochaine session du Conseil général ;

Emet le vœu : Que le Conseil général donne délégation à la Commission départementale pour homologuer toutes les nouvelles décisions du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau de la région de Saint-Germain-de-Puy institué par arrêté préfectoral du 6 janvier 1939 et que l'homologation des décisions ne pourra être effectuée qu'à la prochaine session du Conseil général ;

Emet le vœu : Que le Conseil général donne délégation à la Commission départementale pour homologuer toutes les nouvelles décisions du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau de la région de Saint-Germain-de-Puy institué par arrêté préfectoral du 6 janvier 1939 et que l'homologation des décisions ne pourra être effectuée qu'à la prochaine session du Conseil général ;

Emet le vœu : Que le Conseil général donne délégation à la Commission départementale pour homologuer toutes les nouvelles décisions du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau de la région de Saint-Germain-de-Puy institué par arrêté préfectoral du 6 janvier 1939 et que l'homologation des décisions ne pourra être effectuée qu'à la prochaine session du Conseil général ;

Emet le vœu : Que le Conseil général donne délégation à la Commission départementale pour homologuer toutes les nouvelles décisions du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau de la région de Saint-Germain-de-Puy institué par arrêté préfectoral du 6 janvier 1939 et que l'homologation des décisions ne pourra être effectuée qu'à la prochaine session du Conseil général ;

Emet le vœu : Que le Conseil général donne délégation à la Commission départementale pour homologuer toutes les nouvelles décisions du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau de la région de Saint-Germain-de-Puy institué par arrêté préfectoral du 6 janvier 1939 et que l'homologation des décisions ne pourra être effectuée qu'à la prochaine session du Conseil général ;

Emet le vœu : Que le Conseil général donne délégation à la Commission départementale pour homologuer toutes les nouvelles décisions du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau de la région de Saint-Germain-de-Puy institué par arrêté préfectoral du 6 janvier 1939 et que l'homologation des décisions ne pourra être effectuée qu'à la prochaine session du Conseil général ;

Emet le vœu : Que le Conseil général donne délégation à la Commission départementale pour homologuer toutes les nouvelles décisions du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau de la région de Saint-Germain-de-Puy institué par arrêté préfectoral du 6 janvier 1939 et que l'homologation des décisions ne pourra être effectuée qu'à la prochaine session du Conseil général ;

Emet le vœu : Que le Conseil général donne délégation à la Commission départementale pour homologuer toutes les nouvelles décisions du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau de la région de Saint-Germain-de-Puy institué par arrêté préfectoral du 6 janvier 1939 et que l'homologation des décisions ne pourra être effectuée qu'à la prochaine session du Conseil général ;

Emet le vœu : Que le Conseil général donne délégation à la Commission départementale pour homologuer toutes les nouvelles décisions du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau de la région de Saint-Germain-de-Puy institué par arrêté préfectoral du 6 janvier 1939 et que l'homologation des décisions ne pourra être effectuée qu'à la prochaine session du Conseil général ;

Emet le vœu : Que le Conseil général donne délégation à la Commission départementale pour homologuer toutes les nouvelles décisions du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau de la région de Saint-Germain-de-Puy institué par arrêté préfectoral du 6 janvier 1939 et que l'homologation des décisions ne pourra être effectuée qu'à la prochaine session du Conseil général ;

Emet le vœu : Que le Conseil général donne délégation à la Commission départementale pour homologuer toutes les nouvelles décisions du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau de la région de Saint-Germain-de-Puy institué par arrêté préfectoral du 6 janvier 1939 et que l'homologation des décisions ne pourra être effectuée qu'à la prochaine session du Conseil général ;

Emet le vœu : Que le Conseil général donne délégation à la Commission départementale pour homologuer toutes les nouvelles décisions du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau de la région de Saint-Germain-de-Puy institué par arrêté préfectoral du 6 janvier 1939 et que l'homologation des décisions ne pourra être effectuée qu'à la prochaine session du Conseil général ;

Emet le vœu : Que le Conseil général donne délégation à la Commission départementale pour homologuer toutes les nouvelles décisions du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau de la région de Saint-Germain-de-Puy institué par arrêté préfectoral du 6 janvier 1939 et que l'homologation des décisions ne pourra être effectuée qu'à la prochaine session du Conseil général ;

Emet le vœu : Que le Conseil général donne délégation à la Commission départementale pour homologuer toutes les nouvelles décisions du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau de la région de Saint-Germain-de-Puy institué par arrêté préfectoral du 6 janvier 1939 et que l'homologation des décisions ne pourra être effectuée qu'à la prochaine session du Conseil général ;

Emet le vœu : Que le Conseil général donne délégation à la Commission départementale pour homologuer toutes les nouvelles décisions du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau de la région de Saint-Germain-de-Puy institué par arrêté préfectoral du 6 janvier 1939 et que l'homologation des décisions ne pourra être effectuée qu'à la prochaine session du Conseil général ;

Emet le vœu : Que le Conseil général donne délégation à la Commission départementale pour homologuer toutes les nouvelles décisions du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau de la région de Saint-Germain-de-Puy institué par arrêté préfectoral du 6 janvier 1939 et que l'homologation des décisions ne pourra être effectuée qu'à la prochaine session du Conseil général ;

Emet le vœu : Que le Conseil général donne délégation à la Commission départementale pour homologuer toutes les nouvelles décisions du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau de la région de Saint-Germain-de-Puy institué par arrêté préfectoral du 6 janvier 1939 et que l'homologation des décisions ne pourra être effectuée qu'à la prochaine session du Conseil général ;

Emet le vœu : Que le Conseil général donne délégation à la Commission départementale pour homologuer toutes les nouvelles décisions du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau de la région de Saint-Germain-de-Puy institué par arrêté préfectoral du 6 janvier 1939 et que l'homologation des décisions ne pourra être effectuée qu'à la prochaine session du Conseil général ;

Emet le vœu : Que le Conseil général donne délégation à la Commission départementale pour homologuer toutes les nouvelles décisions du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau de la région de Saint-Germain-de-Puy institué par arrêté préfectoral du 6 janvier 1939 et que l'homologation des décisions ne pourra être effectuée qu'à la prochaine session du Conseil général ;

Emet le vœu : Que le Conseil général donne délégation à la Commission départementale pour homologuer toutes les nouvelles décisions du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau de la région de Saint-Germain-de-Puy institué par arrêté préfectoral du 6 janvier 1939 et que l'homologation des décisions ne pourra être effectuée qu'à la prochaine session du Conseil général ;

Emet le vœu : Que le Conseil général donne délégation à la Commission départementale pour homologuer toutes les nouvelles décisions du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau de la région de Saint-Germain-de-Puy institué par arrêté préfectoral du 6 janvier 1939 et que l'homologation des décisions ne pourra être effectuée qu'à la prochaine session du Conseil général ;

Emet le vœu : Que le Conseil général donne délégation à la Commission départementale pour homologuer toutes les nouvelles décisions du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau de la région de Saint-Germain-de-Puy institué par arrêté préfectoral du 6 janvier 1939 et que l'homologation des décisions ne pourra être effectuée qu'à la prochaine session du Conseil général ;

SAONE-ET-LOIRE

Macon, 10 mai.
La deuxième journée de la session fut, on le sait, presque exclusivement consacrée à la discussion du vœu politique déposé par le groupe radical-socialiste et à l'amendement socialiste adressant des félicitations à M. Roosevelt.

Outre oratoires entre MM. Thomas, Théodore Brein d'écoté socialiste, Maupou du côté radical, et Bataille, côté modéré. Malgré les attaques adressées à la S.F.I.O., l'attaque de J.-M. Thomas rétorqua, on ne fit pas sortir Paul Faure de sa réserve.

Le député de Gueugnon, secrétaire général du parti, n'a pas cru nécessaire d'intervenir dans un débat où la tactique du groupe socialiste au Conseil général était nettement définie par une abstention voulue, juste-ment décidée afin d'éviter de trop fortes dissensions.

La séance du mercredi 10 mai

La séance de clôture s'est ouverte à 14 heures 30, sous la présidence de M. Borgeot, sénateur, entouré des membres du bureau.

M. Bouit, préfet, assiste à la séance.

M. Bouissoud, secrétaire, donne lecture du procès-verbal de la réunion de mardi. Ce procès-verbal est adopté à l'unanimité.

Et l'on passe à la lecture des rapports de la commission des Travaux publics.

La coordination du rail et de la route

On entend MM. Roux, Maupou, qui rapportent un vœu sur la coordination de la route et du rail.

Les conseillers généraux soussignent.

Considérant que deux reprises, déjà le Conseil général, à l'unanimité, a protesté contre la fermeture de voies ferrées aux voyageurs et aux marchandises, grande vitesse dans le département.

Considérant qu'il est le désir conforme à leur droit d'étudier, avant aucune exécution, un projet qui ne leur a jamais été soumis ;

Considérant qu'il est inadmissible que des fonctionnaires sans responsabilité, n'ayant aucun intérêt à sauvegarder la vie de nos campagnes et à favoriser l'économie de nos régions, aient pu seuls établir au hasard de leur fantaisie, un projet de coordination qui n'est en réalité qu'un projet de désorganisation ;

Considérant que si la suppression des trains de voyageurs peut procurer à la S. N. C. F. un bénéfice d'ailleurs éphémère, il est certain que des dépenses considérables seront, en revanche, inscrites au débit de chapitres du budget départemental et du compte de la régie des autobus ;

Considérant enfin que si l'on prive certaines régions des facilités limitées de transport, on multiplie sur d'autres tronçons de façon tout à fait injustifiée et certainement exagérée les dépenses relatives aux trains à intervalles ridiculement rapprochés ;

Le Conseil général, émanation des volontés du département, et gardien de ses intérêts, proteste à nouveau et avec une extrême énergie contre la coordination telle qu'elle est prévue et demande une fois encore à être consulté.

MM. Bouissoud, D. Gras, René Burtin, Bernard, D. Nourissat, D. Renaud, D. Rambuteau, Blondin, Despres, Cornu, Michelin, Boulay, Théodore Brein, Bataille, Morin, Maupou, Boulay, Reboullet, Lavigne, Larue, Bonnot, D. Morel.

Votre commission des Travaux Publics vous demande messieurs, de vous associer à ce vœu et prie l'administration de faire une nouvelle étude d'accord avec la commission de coordination sur la situation actuelle des transports en Saône-et-Loire, et ne donnant aucune satisfaction aux signataires.

M. Nourissat profite de l'occasion pour adresser à la région qui l'honore, M. Bouissoud, à son tour, proteste et met en cause la Régie départementale au point de vue du déficit qui sera en cause.

M. le préfet s'élève contre les propositions de M. Bouissoud et déclare que la comptabilité de la Régie est à la disposition des conseillers généraux. M. Bouissoud signale le préjudice causé par la mauvaise coordination faite aux produits du département.

M. le préfet répond à la question sur la création de la commission de coordination. Elle comportait quatre membres par arrondissement qui devaient se réunir pour discuter avec la commission officielle de coordination. « Or, dit-il, il y eut peu de réunions ».

Il signale, par exemple, le cas des trains entre Cluny et Chalon, entre Cluny et Charolles et explique pourquoi ces trains ont été supprimés.

MM. de Rambuteau et Terras qui ont assisté à la réunion de la commission de coordination, ont eu l'impression que l'on ne tenait aucun compte des suggestions.

M. Roux, député d'Autun, s'élève contre la suppression du tronçon de chemin de fer Epine-Autun, privant les usagers de la ligne Autun-Dijon. Il demande au président du Conseil général de prendre l'initiative d'une demande collective à nos parlementaires de la ligne Epine-Autun, signalant les préjudices causés par la suppression de ce tronçon.

M. Boulay, député, traite de la question d'une façon plus générale. Il estime que l'on doit trouver des solutions mais en écoutant les doléances des usagers de ceux qui paient et sont usés. M. Turlier, sénateur, appuie la proposition de M. Roux pour une délégation parlementaire. M. Burtin, député de Louhans, traite surtout la question de la Régie départementale, et insiste pour une répartition nouvelle des parcours.

M. Bouissoud, député de Charolles, demande que la coordination soit reprise en changeant pour éviter une catastrophe économique à nos populations rurales qui sont handicapées dans l'expédition de leurs produits.

M. Renaud, maire d'Autun, joint ses doléances à celles de MM. Maupou et Roux. Il demande le rétablissement de la ligne Epine-Autun. M. Thomas, député de Chalon, signale le préjudice causé à la ville de Chalon pour ses marchés, à la suite de la suppression des trains omnibus. M. Maupou, rapporteur, conclut en se ralliant à la proposition tendant à la délégation parlementaire et son rapport est adopté.

On continue la lecture des rapports et ce n'est que très tard que le conseil général a clos sa session par le côté du budget supplémentaire, qui est en recette 12.225.226 fr. 86 et en dépense 12.144.416 fr. 49, soit un reliquat de 8.810 fr. 37. En résumé, le budget primitif et supplémentaire de 1939 donnent en recettes 91 millions 722.226 fr. 73 et en dépenses 91.648.500 fr. 94, soit un excédent de 83.220 fr. 79.

UN TOLI NOM. Arthur!



et... un **PERNOD** pour Arthur!

LE CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION SOCIALISTE S. F. I. O. DE SAONE-ET-LOIRE

Macon, 11 mai.

Comme il est d'habitude, la Fédération socialiste de Saône-et-Loire se réunira en un congrès avant le congrès national de Nantes.

Ces assises du prolétariat saône-et-loirien se tiendront, comme nous l'avons dit, le dimanche 14 mai, à Epinac-Mines, salle du Syndicat des mineurs, rue Jean-Faures. Il s'ouvrira à 10 heures précises du matin.

L'ordre du jour du congrès fédéral comporte : 1° Observations au compte rendu du dernier congrès ; 2° Rapport moral ; 3° Rapport financier ; 4° Jeunes et Amicales ; 5° Réorganisation du comité fédéral féminin ; 6° Municipalités socialistes ; 7° Revue des commissions fédérales ; 8° Journal fédéral (rapporteurs : J. Bouvet et Pol Meyer) ; 9° Rapport du groupe au conseil général (rapporteur, Burtin).

La séance du matin sera présidée par Roux, député-maire d'Epineac ; celle de l'après-midi par Nouelle, député-maire de Chalon-sur-Saône.

Sur l'ordre du jour du congrès national, nous relevons :

Application des résolutions du parti au problème de la laïcité et des rapports de l'Etat et des Eglises (rapporteur, P. Faure).

Possibilité d'adhésion des membres du parti à d'autres organisations de caractère politique (rapporteur, Bouvet).

Le problème nord-africain (rapporteur, Nouelle).

Politique intérieure (rapporteur, P. Faure).

C'est certainement sur cette dernière question qui comporte le vote à intervenir au congrès national que les motions en présence, que s'engagera la plus importante discussion.

Evidemment, la motion Paul Faure l'emportera à une grosse majorité, mais il semble d'après les renseignements que nous possédons, que l'opposition verra grossir ses suffrages sur ceux de l'an dernier dans le département. Parmi les quelques sections qui ont examiné les questions en présence on en signale quelques-unes qui se seraient rangées à la majorité de voir Blum-Zyromski.

Quoi qu'il en soit, si l'adhésion n'est pas réalisée sur la question de politique intérieure, il est incontestable que la Fédération de Saône-et-Loire, dans ses assises du 14 mai prochain, fera du lot et sain travail au point de vue de son organisation intérieure.

Le Donjon (Allier), 11 mai.

Le 23 avril dernier, la nouvelle salle des fêtes du Donjon a été inaugurée à l'occasion du concert du Val-Libre.

Notre photo montre la scène de cette salle ultra-moderne. Sa décoration intérieure en cimex de différentes teintes, ses peintures artistiques.

Le Donjon (Allier), 11 mai.

Le 23 avril dernier, la nouvelle salle des fêtes du Donjon a été inaugurée à l'occasion du concert du Val-Libre.

Notre photo montre la scène de cette salle ultra-moderne. Sa décoration intérieure en cimex de différentes teintes, ses peintures artistiques.

Le Donjon (Allier), 11 mai.

Le 23 avril dernier, la nouvelle salle des fêtes du Donjon a été inaugurée à l'occasion du concert du Val-Libre.

Notre photo montre la scène de cette salle ultra-moderne. Sa décoration intérieure en cimex de différentes teintes, ses peintures artistiques.

Le Donjon (Allier), 11 mai.

Le 23 avril dernier, la nouvelle salle des fêtes du Donjon a été inaugurée à l'occasion du concert du Val-Libre.

Notre photo montre la scène de cette salle ultra-moderne. Sa décoration intérieure en cimex de différentes teintes, ses peintures artistiques.

Le Donjon (Allier), 11 mai.

Le 23 avril dernier, la nouvelle salle des fêtes du Donjon a été inaugurée à l'occasion du concert du Val-Libre.

Notre photo montre la scène de cette salle ultra-moderne. Sa décoration intérieure en cimex de différentes teintes, ses peintures artistiques.

Le Donjon (Allier), 11 mai.

Le 23 avril dernier, la nouvelle salle des fêtes du Donjon a été inaugurée à l'occasion du concert du Val-Libre.

Notre photo montre la scène de cette salle ultra-moderne. Sa décoration intérieure en cimex de différentes teintes, ses peintures artistiques.

Le Donjon (Allier), 11 mai.

Le 23 avril dernier, la nouvelle salle des fêtes du Donjon a été inaugurée à l'occasion du concert du Val-Libre.

Notre photo montre la scène de cette salle ultra-moderne. Sa décoration intérieure en cimex de différentes teintes, ses peintures artistiques.

Le Donjon (Allier), 11 mai.

Le 23 avril dernier, la nouvelle salle des fêtes du Donjon a été inaugurée à l'occasion du concert du Val-Libre.

Notre photo montre la scène de cette salle ultra-moderne. Sa décoration intérieure en cimex de différentes teintes, ses peintures artistiques.

Le Donjon (Allier), 11 mai.

Le 23 avril dernier, la nouvelle salle des fêtes du Donjon a été inaugurée à l'occasion du concert du Val-Libre.

Notre photo montre la scène de cette salle ultra-moderne. Sa décoration intérieure en cimex de différentes teintes, ses peintures artistiques.

Le Donjon (Allier), 11 mai.

Le 23 avril dernier, la nouvelle salle des fêtes du Donjon a été inaugurée à l'occasion du concert du Val-Libre.

Notre photo montre la scène de cette salle ultra-moderne. Sa décoration intérieure en cimex de différentes teintes, ses peintures artistiques.

DEVEAU ET SAUNIER LES ADOLESCENTS SANGLANTS

avouent avoir attaqué et blessé un soldat permissionnaire

De plus, leur culpabilité dans l'assassinat du chauffeur de taxi Douillard paraît certaine

Lyon, 10 mai.

Comme on pouvait le prévoir, la liste des crimes ou des tentatives de crimes, dont la responsabilité pèse sur les sinistres et jeunes bandits Louis Deveau, âgé de 20 ans, et René Saunier, âgé de 19 ans, n'a pas fini de s'allonger.

On a déjà porté à leur compte l'assassinat de M. Antoine Jaudon, âgé de 80 ans, à Ecully, et le double assassinat de M. Philat, 45 ans, et de Mme veuve Dorillat, 75 ans, à Saint-Rambert-l'Isère-Barbe.

Louis Deveau a, en outre, avoué qu'il était l'auteur de l'agression commise sur la route d'Heyrieux, sur le chauffeur de taxi Bonnet-Lagean.

Voici qu'on vient de découvrir une autre tentative de meurtre commise par les bandits et deux projets d'assassinat qu'ils avaient formés.

Interrogé par M. Bergerat, juge d'instruction, Louis Deveau a, en effet, avoué qu'en compagnie de René Saunier, dans la nuit du 29 au 30 décembre dernier, il avait attaqué, sur la route de Lyon à Villefranche-en-Beaujolais, un soldat qui roulait en auto.

Dans la soirée du 29 décembre, ils avaient rencontré une auto dans le garage où Louis Deveau était employé et muni d'un revolver, ils s'étaient rendus sur la route de Villefranche, avec l'intention d'atténuer des automobilistes pour les voler et, sans hésiter, à percer s'il y avait de la résistance. Ils s'arrêtaient sur la route, non loin de la commune des Chères, faisant comme s'ils étaient en panne. Ils firent signe aux automobilistes qui passaient pour demander leur assistance. Plusieurs voitures s'arrêtèrent, mais ils continuèrent leur route, sans tenir compte des appels qui leur étaient adressés.

Le 30 décembre, ils se rendirent dans le garage où Louis Deveau était employé et muni d'un revolver, ils s'étaient rendus sur la route de Villefranche, avec l'intention d'atténuer des automobilistes pour les voler et, sans hésiter, à percer s'il y avait de la résistance. Ils s'arrêtaient sur la route, non loin de la commune des Chères, faisant comme s'ils étaient en panne. Ils firent signe aux automobilistes qui passaient pour demander leur assistance. Plusieurs voitures s'arrêtèrent, mais ils continuèrent leur route, sans tenir compte des appels qui leur étaient adressés.

Le 30 décembre, ils se rendirent dans le garage où Louis Deveau était employé et muni d'un revolver, ils s'étaient rendus sur la route de Villefranche, avec l'intention d'atténuer des automobilistes pour les voler et, sans hésiter, à percer s'il y avait de la résistance. Ils s'arrêtaient sur la route, non loin de la commune des Chères, faisant comme s'ils étaient en panne. Ils firent signe aux automobilistes qui passaient pour demander leur assistance. Plusieurs voitures s'arrêtèrent, mais ils continuèrent leur route, sans tenir compte des appels qui leur étaient adressés.

Le 30 décembre, ils se rendirent dans le garage où Louis Deveau était employé et muni d'un revolver, ils s'étaient rendus sur la route de Villefranche, avec l'intention d'atténuer des automobilistes pour les voler et, sans hésiter, à percer s'il y avait de la résistance. Ils s'arrêtaient sur la route, non loin de la commune des Chères, faisant comme s'ils étaient en panne. Ils firent signe aux automobilistes qui passaient pour demander leur assistance. Plusieurs voitures s'arrêtèrent, mais ils continuèrent leur route, sans tenir compte des appels qui leur étaient adressés.

Le 30 décembre, ils se rendirent dans le garage où Louis Deveau était employé et muni d'un revolver, ils s'étaient rendus sur la route de Villefranche, avec l'intention d'atténuer des automobilistes pour les voler et, sans hésiter, à percer s'il y avait de la résistance. Ils s'arrêtaient sur la route, non loin de la commune des Chères, faisant comme s'ils étaient en panne. Ils firent signe aux automobilistes qui passaient pour demander leur assistance. Plusieurs voitures s'arrêtèrent, mais ils continuèrent leur route, sans tenir compte des appels qui leur étaient adressés.

Le 30 décembre, ils se rendirent dans le garage où Louis Deveau était employé et muni d'un revolver, ils s'étaient rendus sur la route de Villefranche, avec l'intention d'atténuer des automobilistes pour les voler et, sans hésiter, à percer s'il y avait de la résistance. Ils s'arrêtaient sur la route, non loin de la commune des Chères, faisant comme s'ils étaient en panne. Ils firent signe aux automobilistes qui passaient pour demander leur assistance. Plusieurs voitures s'arrêtèrent, mais ils continuèrent leur route, sans tenir compte des

LA REPRISE DES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

LA DÉCLARATION DE M. DALADIER

Le débat sur la politique générale s'est engagé, au Palais-Bourbon, aussitôt après la communication du gouvernement

(Suite de la première page)

Au moment où, par un lucide et volontaire effort, le peuple britannique, brisant une tradition séculaire, s'impose librement la discipline du service militaire obligatoire, le peuple français lui renouvelle, aujourd'hui, son salut fraternel.

Le message du président Roosevelt

C'est avec une vive admiration qu'il a pris connaissance du noble message que, le président Roosevelt adressait au monde au nom de la grande république des Etats-Unis. En lui apportant des la première heure, une adhésion totale, notre gouvernement a été l'interprète du sentiment profond de tous les Français.

Les difficultés pour réaliser un accord général de sécurité

Certes, notre pays a toujours affirmé son adhésion à la doctrine qui veut unir par un accord général toutes les puissances soucieuses de garantir leur sécurité.

Mais l'expérience de vingt années écoulées depuis la fin de la guerre, a mis en lumière les graves difficultés que soulève la conclusion de cet accord général.

D'où nécessité de rechercher des amitiés particulières

C'est pourquoi nous avons contracté des engagements, précis, simples, clairs, avec les nations qui veulent s'associer à nous pour la défense commune de leurs intérêts vitaux et de nos nôtres.

En d'autres régions de l'Europe, nous avons, en outre, donné à certains pays, d'accord avec la Grande-Bretagne, une garantie spontanée et unilatérale.

D'autres négociations se poursuivent, animées de ce même souci des réalités présentes.

Je répète que tous les pays pacifiques sont conviés à cette collaboration.

La garantie à la Roumanie...

C'est ainsi que dès le 20 mars, nous avons pris l'initiative de faire savoir à la Roumanie que si elle était l'objet d'une agression, nous lui apporterions immédiatement notre assistance.

...et à la Grèce

De même, nous avons assuré la Grèce de notre assistance immédiate dans le cas où ce pays serait menacé d'une agression.

L'alliance anglo-franco-polonaise

D'autre part, à la suite du voyage du colonel Beck à Londres et des engagements de garantie réciproque contractés par la Grande-Bretagne, la Pologne, nous avons pris, d'un commun accord avec cette noble et courageuse nation, les mesures nécessaires à l'application immédiate et directe de notre traité d'alliance.

Je rappelle aujourd'hui la presse le 13 avril. Elle prend tout son sens au moment même où la Pologne veille à la défense de ses intérêts vitaux.

Les négociations avec la Turquie...

Nous poursuivons avec la Turquie la conclusion d'un accord de garantie destiné à maintenir la paix dans la Méditerranée orientale où nos intérêts sont solidement engagés.

Nous voulons aussi régler avec elle dans l'esprit le plus amical, un problème depuis longtemps en suspens entre nous. La visite que le général Weygand vient de faire à la Turquie nous a montré combien était profonde l'estime qui unit les deux nations.

...et avec la Russie

Enfin, nous considérons comme essentiellement désirable la participation de l'U. R. S. S. à cette œuvre commune d'assistance mutuelle.

Le pacte franco-soviétique, conclu en 1935 et toujours en vigueur, atteste que la recherche et le maintien de cette participation, dans l'égalité et la réciprocité, sont l'une de nos constantes de notre action diplomatique.

Si quelques divergences subsistent encore sur les modalités de cet accord, entre les gouvernements anglais, russe et français, l'entente s'est affirmée dès le début des pourparlers sur le fond des choses : la nécessité de sauvegarder, par une action commune, les intérêts supérieurs de la paix.

Ainsi, pour la première fois, en Europe centrale et dans le proche Orient, se trouve réalisée l'une des conditions que nous avons toujours considérées comme indispensables au maintien de la paix : la communauté des obligations de la France et de la Grande-Bretagne.

Est-il nécessaire d'ajouter que cette œuvre diplomatique nous entraîne à assurer la liberté et l'indépendance de tous les droits. La violence ou la menace, conduiraient l'Europe à la catastrophe.

D'accord avec tous les Etats qui veulent vivre dans l'honneur, nous sommes résolus à nous dresser contre elles.

La défense nationale

La défense nationale est un bloc. Une politique extérieure vigilante et ferme exige l'effort de la nation. Une politique intérieure de facilité la réduirait à néant. La paix se garde ou se conquiert par le labeur obstiné de chaque jour, par la volonté tenace de tout un peuple résolu à tous les sacrifices pour préserver sa liberté. Le reste n'est que déclamation vaine.

La défense nationale est un bloc. Elle exige d'abord des mesures militaires. Nous les avons prises. Nous ne songeons pas à les réduire mais plutôt à les renforcer si, au delà de nos frontières, sont maintenues certaines mobilisations massives.

50 milliards pour la défense en 1939

La défense nationale exige aussi des mesures financières, économiques et sociales.

Pour la seule année 1939, nous devons consacrer plus de 50 milliards à la sauvegarde de la patrie.

Il était donc inévitable que de lourds sacrifices fussent demandés aux citoyens français.

Nous l'avons fait avec la seule passion du salut national.

Si rigoureux que soient ces sacrifices, nous pouvons du moins affirmer que le niveau de vie de nos classes laborieuses est largement supérieur à celui qui est imposé aux travailleurs de grandes nations voisines.

Les nécessités financières

Le franc demeure une monnaie refuge. Les rentrées d'or se poursuivent. La Trésorerie est assurée de faire face à toutes les nécessités. Les décaissements perspectives de la faillite et de l'inflation sont écartées de notre route. N'est-ce pas la preuve de l'efficacité du plan dont nous poursuivons l'application ? Nous avons stimulé la production, encouragé nos exportations, amélioré la collaboration de toutes les forces du travail.

Au moment où je parle, en ce début de mai, alors que certains guettent nos défaillances, il me suffira de dire qu'il y a en France une entreprise en grève avec un total de treize grévistes.

Le vote, du haut de cette tribune, rend hommage au patriotisme des travailleurs de France, à ceux des campagnes et des villes, à ceux qui viennent d'être rappelés sous nos drapeaux et qui sont d'ailleurs assurés par nos décrets de retrouver leur métier ou leur emploi lorsque la situation internationale permettra de les renvoyer dans leurs foyers.

Nous tiendrons le temps qu'il faudra : telle est la politique humaine et nationale de la France.

L'Empire participe à la défense de la France

Elle couvre non seulement le territoire de la métropole, mais l'Afrique du Nord et la totalité de notre Empire dont tous les fils affirment chaque jour leur résolution de défendre jusqu'au suprême sacrifice la grande communauté française.

Nous pouvons nous fier à elle, à celle qui nous permet de surmonter toutes les épreuves, celle qui nous permettra de sauver la paix.

Cette force, c'est l'unité profonde de la France : c'est l'union indissoluble de tous les Français.

Certains espèrent que la France, invincible quand elle est unie, pourrait se laisser démoraliser par l'altération des menaces et des promesses de paix.

On semblait vouloir user la France sous cette forme nouvelle de guerre sans batailles. Cette guerre de l'incertitude, de l'attente renouvelée, de l'espérance déçue.

Mais notre volonté n'a pas fléchi et ne fléchira pas. Nous savons que nous avons à défendre notre patrie et nos libertés, nos croyances, notre idéal de dignité humaine.

Si l'on veut la paix juste et égale, nous sommes prêts à la faire. Si l'on porte atteinte à la paix, on connaît la loi de la guerre. Si, entre la paix et la guerre, on nous propose un compromis, nous tiendrons le temps qu'il faudra. Si la force, si la ruse ne pourront rien contre la France.

LES RÉUNIONS DE GROUPES A LA CHAMBRE

Chez les socialistes

Le groupe socialiste a mandaté M. Blum pour intervenir au sein du groupe au sujet de la politique extérieure.

Le groupe a décidé de déposer des propositions de résolution pour empêcher les poursuites contre les citoyens et mobilisés pour non paiement de leur loyer, pour permettre aux mobilisés de se rendre, gratuitement, dans leur famille et pour nommer une commission chargée de proposer un reclassement des différentes catégories de fonctionnaires et à la réévaluation de leurs traitements.

Le groupe a consacré une partie de sa séance à l'examen du problème des relations commerciales avec les régimes totalitaires.

Le groupe a chargé des délégations de demander au ministre de l'Intérieur faite actuellement à un certain nombre d'étrangers réfugiés en France et d'entretenir le président du Conseil de la situation des mobilisés, et le ministre des Finances des répercussions que pourraient avoir les décrets-lois sur la situation des fonctionnaires et assimilés.

Le groupe a décidé d'insister pour que soit réalisée, au plus tôt par décret, la retraite des vieux travailleurs, déjà votée par la Chambre.

Chez les radicaux-socialistes

Le groupe radical et radical-socialiste a entendu un exposé de M. Catlan, renouvelant les observations faites par lui, la veille, à la Commission des Finances concernant la répercussion des décrets-lois sur la vie rurale.

M. Malvy a rappelé la formule de L. Bourgeois : « Exonérer l'indispensable, ménager l'utile et frapper le luxe et le superflu ».

Le groupe a décidé d'intervenir auprès du ministre des Finances et du président du Conseil pour leur soumettre, dans un esprit de collaboration amicale, certaines observations.

Le groupe a décidé de créer une sous-commission d'assistance.

M. Landry a été chargé d'intervenir au nom du groupe dans le débat de ce soir.

« A l'unanimité, a demandé qu'aucune mesure ne soit imposée d'office aux assemblées départementales, en ce qui concerne la fuson possible des services vicinaux et des travaux publics et que l'indépendance et l'autonomie des Comités généraux soit, en cette matière, notamment, rigoureusement maintenue. »

Le Sénat réserve à cet appel l'accueil le plus favorable. Les passages relatifs à la défense de la France et de l'Empire, à la résistance morale du pays, qu'aucune épreuve n'affaiblira, à la nécessité d'opposer aux menaces la vigilance et la fermeté, sont longuement et chaleureusement applaudis.

Des applaudissements éclatent lorsque la déclaration rappelle la récente initiative du président Roosevelt. La résolution manifestée par le gouvernement de renforcer encore le cas échéant les mesures militaires qui ont dû être prises est également unanimement approuvée.

Lorsque M. Chautemps a terminé sa lecture, le Sénat, de la droite à l'extrême-gauche, se lève et applaudit longuement.

L'Assemblée ajourne au 23 mai la date de l'interpellation de M. R. Hache sur la perte du « Juvé », et décide que l'interpellation plusieurs fois ajournée de M. Philip sur la gestion du ministère des P. T. T., viendra en discussion le 25.

(Suite de la première page)

Dès lors, nous ne surprenons personne en disant que les deux parties de ce tableau ne furent pas accueillies d'identique façon.

Tant qu'il fut question des aspirations au travail et à la paix de la France, de sa résolution d'appuyer son droit sur la force, tant qu'il fut question de saluer l'attitude des soldats qui protègent ce pays contre toutes les menaces, tant qu'il fut question de la mauvaise foi des Etats totalitaires, on vit l'unanimité se réaliser dans les applaudissements sur tous les bancs de l'Assemblée, unanimité totale et chaleureuse.

Des murmures commencèrent à fuser sur les bancs de l'extrême-gauche quand M. Daladier vint aux mesures qu'il a dû prendre pour faire face à la situation — ici se retrouvait la déformation avec laquelle les récents décrets-lois furent accueillis.

Nous allons oublier quelque chose d'important et peut-être de pas tout à fait attendu : la partie de la déclaration gouvernementale appliquée à la Russie, à l'importance attachée à sa participation à l'œuvre commune de défense.

M. Daladier a insisté sur le mot « à groupe », à part quelques isolés à l'extrême-droite, l'unanimité des applaudissements.

Bien sûr, M. Landry se défendit d'avoir voulu, comme on dit dans la langue barbare du parlement, « étrangler le débat », mais il ne put s'empêcher de convenir qu'il « approuve chaleureusement le président du Conseil et sa politique d'inflexible fermeté ».

Cette fois tout le monde a compris. Pour le reste, M. Landry s'est, comme bien s'accorde, élevé contre la propagande dont nos adversaires espèrent qu'elle parviendra à détacher les Cordes de la France.

Éloquent et bien disant, anti-munichois de toujours, M. Gabriel Peria voulut dégager les éléments de confiance qu'il trouve dans une politique de fermeté, et les éléments d'alarme que provoquerait un recul diplomatique.

Puis M. Philip formula les réserves les plus expresses, touchant les récents décrets-lois, dont l'esprit, à ses yeux, s'oppose à celui qui inspira les décrets de novembre.

Le député de Lyon admet la nécessité du sacrifice, mais il souhaite que ce sacrifice soit également réparti sur toutes les nations : « Alors nous ne pourrions pas avoir la conscription des hommes et le volontariat des capteurs ? »

Comme M. Landry déclare que la France doit faire appel au sacrifice de tous, un communiste crie : « Vous ne l'avez pas fait ! »

Chaleureusement applaudi, M. Daladier répond que le salut public exige que tous les Français acceptent leur part de charges.

L'affirmation du redressement financier est applaudie au centre, à droite et à gauche. L'ensemble de la déclaration est ainsi voté à l'unanimité, qu'une usine en grève avec treize grévistes.

C'est dans un silence impressionnant que, seul, de quelques « très bien », que M. Daladier lit sa conclusion.

Une acclamation intense et des applaudissements sur tous les bancs, de droite à gauche, saluent la conclusion, tandis que M. Daladier descend de la tribune et regagne sa place.

M. Daladier

accepte la discussion immédiate de l'interpellation de M. Landry

Le président invite la Chambre à se prononcer sans débat, par assis et levés, sur la fixation de la date d'une interpellation de M. Landry sur les déclarations de M. Daladier.

Le président de la Chambre donne son avis, dans un esprit de collaboration amicale, certaines observations.

Le groupe a décidé de créer une sous-commission d'assistance.

M. Landry a été chargé d'intervenir au nom du groupe dans le débat de ce soir.

« A l'unanimité, a demandé qu'aucune mesure ne soit imposée d'office aux assemblées départementales, en ce qui concerne la fuson possible des services vicinaux et des travaux publics et que l'indépendance et l'autonomie des Comités généraux soit, en cette matière, notamment, rigoureusement maintenue. »

Le Sénat réserve à cet appel l'accueil le plus favorable. Les passages relatifs à la défense de la France et de l'Empire, à la résistance morale du pays, qu'aucune épreuve n'affaiblira, à la nécessité d'opposer aux menaces la vigilance et la fermeté, sont longuement et chaleureusement applaudis.

Des applaudissements éclatent lorsque la déclaration rappelle la récente initiative du président Roosevelt. La résolution manifestée par le gouvernement de renforcer encore le cas échéant les mesures militaires qui ont dû être prises est également unanimement approuvée.

Lorsque M. Chautemps a terminé sa lecture, le Sénat, de la droite à l'extrême-gauche, se lève et applaudit longuement.

L'Assemblée ajourne au 23 mai la date de l'interpellation de M. R. Hache sur la perte du « Juvé », et décide que l'interpellation plusieurs fois ajournée de M. Philip sur la gestion du ministère des P. T. T., viendra en discussion le 25.

Après l'adoption de plusieurs propositions d'ordre d'urgence déjà votées par la Chambre des députés, le Sénat décide de s'ajourner au mardi 16 mai à 15 heures.

La séance est levée à 16 h. 25.

M. Philip voudrait enfin que le régime fonctionnât normalement pour que d'autres nations — les Etats-Unis notamment — puissent continuer à croire à notre attachement à la démocratie.

Ce fut tout pour cette première journée de débats, qui doivent prendre fin demain.

Francisque LAURENT.

LA SÉANCE

Paris, 11 mai.

La rentrée de la Chambre, après six semaines de vacances, se produit dans une atmosphère paisible. Le public parisien n'a pas pris d'assaut les places qui lui sont réservées. Les tribunes et galeries s'empressent lentement.

M. Herriot prend place, à 15 h. 30, au fauteuil présidentiel. M. P. Renaud s'assoit le premier au banc du gouvernement. M. Daladier est applaudi à son arrivée.

La séance est ouverte à 15 h. 35, de vant plus de 500 députés.

M. Herriot prononce l'éloge funèbre de M. Coguilland, député de Loudun (Vienne).

M. Herriot fait connaître qu'il a reçu du ministre de Tchécoslovaquie à Paris une lettre remerciant la Chambre de sa manifestation unanime récente en faveur du peuple tchécoslovaque. (Toute la Chambre, debout, applaudit longuement.)

La lecture du message présidentiel

Le président donne alors la parole à M. Daladier pour lire le message du Président de la République.

Les ministres écoutent debout la lecture du message. Celui-ci est suivi par un grand nombre de députés.

Les applaudissements soulignent le passage du message relatif à la politique extérieure. Celui-ci est applaudi par les bancs de la droite jusqu'à la gauche.

La Chambre applaudit longuement le souvenir du triomphe voyage en Angleterre.

La Chambre salue de ses longs applaudissements la fin du message.

M. Daladier remonte à la tribune pour faire sa déclaration

Le président du Conseil regagne sa place, puis remonte à la tribune. Une chaleureuse ovation sur les bancs de la droite jusqu'à la gauche accueille sa nouvelle apparition à la tribune.

Les sentiments de la France à l'égard de tous les autres peuples, exprimés par M. Daladier, sont vivement applaudis, particulièrement ceux relatifs à la Grande-Bretagne, notamment à propos de la conscription obligatoire.

L'hommage au Président Roosevelt est longuement acclamé.

Le président de la Chambre donne son avis, dans un esprit de collaboration amicale, certaines observations.

Le groupe a décidé de créer une sous-commission d'assistance.

M. Landry a été chargé d'intervenir au nom du groupe dans le débat de ce soir.

« A l'unanimité, a demandé qu'aucune mesure ne soit imposée d'office aux assemblées départementales, en ce qui concerne la fuson possible des services vicinaux et des travaux publics et que l'indépendance et l'autonomie des Comités généraux soit, en cette matière, notamment, rigoureusement maintenue. »

Le Sénat réserve à cet appel l'accueil le plus favorable. Les passages relatifs à la défense de la France et de l'Empire, à la résistance morale du pays, qu'aucune épreuve n'affaiblira, à la nécessité d'opposer aux menaces la vigilance et la fermeté, sont longuement et chaleureusement applaudis.

Des applaudissements éclatent lorsque la déclaration rappelle la récente initiative du président Roosevelt. La résolution manifestée par le gouvernement de renforcer encore le cas échéant les mesures militaires qui ont dû être prises est également unanimement approuvée.

Lorsque M. Chautemps a terminé sa lecture, le Sénat, de la droite à l'extrême-gauche, se lève et applaudit longuement.

L'Assemblée ajourne au 23 mai la date de l'interpellation de M. R. Hache sur la perte du « Juvé », et décide que l'interpellation plusieurs fois ajournée de M. Philip sur la gestion du ministère des P. T. T., viendra en discussion le 25.

Après l'adoption de plusieurs propositions d'ordre d'urgence déjà votées par la Chambre des députés, le Sénat décide de s'ajourner au mardi 16 mai à 15 heures.

La séance est levée à 16 h. 25.

Voix à l'extrême-gauche. — Oui !

M. Blum demande à ses amis d'observer le silence. Mais ils continuent à parler. Les premiers mots du député de l'Ardeche, et ce dernier ne parvient pas à se faire entendre.

M. Blum invite de nouveau au calme les députés de son groupe. M. J. Duclos et Benoit ont également tenté d'ordre les députés communistes, leurs efforts sont vains.

La séance est suspendue...

M. Herriot ne parvenant pas à rétablir l'ordre suspend la séance.

...puis reprise, M. Xavier Vallat monte à la tribune

La séance est reprise à 17 h. 10. M. Xavier Vallat monte de nouveau à la tribune. Il y aurait dit-il, intérêt à organiser le débat. Je pense la-dessus comme M. Blum. Les députés de groupe pourraient se réunir et le débat pourrait commencer dans une demi-heure (Excl. divers bancs).

Le président Herriot estime qu'on ne peut faire un horaire en demi-heure.

Xavier Vallat. — Dans ces conditions je retire ma proposition, parce que je pense que le débat doit commencer dès cet après-midi.

La discussion immédiate est votée à mains levées

Le président consulte la Chambre sur la discussion immédiate de l'interpellation de M. Landry, demandée par le gouvernement. Celle-ci est votée à mains levées.

M. Landry

développe son interpellation

M. Landry (Corse), radical-socialiste, monte à la tribune et développe son interpellation.

M. Landry approuve M. Daladier de pratiquer une politique extérieure d'inflexible fermeté, puisque l'on a pu voir qu'il était inutile de négocier avec certains Etats, qui considèrent que leur signature ne les engage pas.

Les Français doivent être fermes ; ils doivent aussi être forts.

M. Landry poursuit, déclarant qu'il ne s'agit pas d'organiser une croisade idéologique, mais de coordonner les efforts des nations pour obtenir la paix. En dépit de certaines imperfections, les décrets-lois ont obtenu le résultat souhaité.

Rappelant le voyage de M. Daladier en Corse, l'orateur rappelle que certaines propagandes s'exercent dans l'île pour affaiblir le moral. Les mesures prises ont procuré aux Corse un sentiment de sécurité.

Il conclut en formant le vœu que le débat soit couronné par un vote unanime, comme le laissent espérer les manifestations qui ont accueilli la déclaration de M. Daladier.

M. Péri

M. Gabriel Péri, communiste, développe ensuite son interpellation sur la politique extérieure du gouvernement ; il rappelle les récentes acquisitions de l'Allemagne et constate que, puisque le président du Conseil n'accepte plus le chantage à la guerre, il faut qu'il désavoue la politique de Munich.

Rappelant les déclarations de M. Daladier quant aux bonnes relations avec l'U. R. S. S., il regrette qu'il n'ait pas entendu plus tôt les avis de ses amis. (Appl. communistes.)

L'interpellateur évoque ensuite les théories hitlériennes de l'espace vital, déclarant qu'il n'y a pas de problème germano-allemand, mais de l'expansion nazie. Hitler ne veut pas de conférence internationale et, si les hommes d'Etat entrent dans son cabinet, ils en sortent les menottes aux mains.

La politique tendant à détacher l'Italie de l'Allemagne a fait faillite. On attend toujours que M. Mussolini exécute les promesses qu'il a faites sur le plan espagnol. L'orateur demande jusqu'à quand la France continuera à exécuter unilatéralement l'accord Bérard-Jordani.

L'orateur espagnol demande ainsi s'il s'est fait d'une Espagne amie que d'adhérer au pacte anti-komintern, de se retirer de la S. D. N., de faire faire antichambre à un Marchal de France et d'ajourner sans cesse le début de la victoire.

Il faut que la France change de politique, comme l'a fait la Pologne, qui a compris le danger de concessions unilatérales quant à Dantzig.

Orateur demandant que les journaux qui soutiennent M. Daladier ne fassent pas de campagnes avec le mot d'ordre « pas pour Dantzig » analogue à la campagne pas pour les Sudètes.

La faiblesse de la défense devant l'agresseur vient du fait qu'on n'a pas su s'assurer la collaboration russe qui est l'une des conditions du système en cours d'organisation.

L'Etat-Major allemand sait bien que l'aéronautique russe est devenue une puissance de premier plan. Il précède un contrat d'assistance mutuelle sur la base de la réciprocité.

M. André Philip

M. André Philip, socialiste, interpelle sur les mesures économiques et financières du gouvernement qui, selon lui, sont en contradiction avec la situation présente.

Les richesses ont été loin de se développer, on remarque un resserrement des affaires. En dehors des industries d'armement, le chômage s'accroît et s'il y a eu un retour de capitaux, ceux-ci n'ont pas été investis dans les affaires du pays.

Les derniers décrets-lois sont en contradiction avec ceux de novembre.

En raison des dépenses militaires, on peut craindre une inflation massive. La taxe de 1 % c'est le rétablissement de l'impôt sur le chiffre d'affaires et l'imposition sur les signes extérieurs est contraire à la théorie radicale socialiste. Il déplore la suppression de certains grands travaux, celle de la caisse de crédit départementale et communal et la politique adoptée à l'égard des fonctionnaires.

A propos de la conscription anglaise, il demande la conscription des citoyens, car les sacrifices demandés doivent être à tous.

Il voudrait aussi une réforme des travaux parlementaires, car sans retour aux décrets-lois qui atteignent les libertés républicaines, on ne peut mettre les textes de loi debout à quel-ques-uns des commissions, plutôt que de les échafauder à 600.

Suite du débat demain matin, à 9 heures 30.

Séance levée à 19 h. 05 après adoption des propositions de la conférence des présidents.

LA PRESSE PARISIENNE

Dans la Justice, M. L.-O. Frossard écrit :

— Croyez-vous, a dit, la semaine passée, le ministre des Affaires étrangères du Reich à l'ambassadeur de Grande-Bretagne, que nous collectionnons des canons comme d'autres collectionnent des timbres postaux ?

— Croyez-vous, a dit, la semaine passée, le ministre des Affaires étrangères du Reich à l'ambassadeur de Grande-Bretagne, que nous collectionnons des canons comme d'autres collectionnent des timbres postaux ?

Pour saisir la chance!



AU DESSUS DE 400 FR.
ACHÉTEZ UN **THIÉRYLUX** SUR MESURES

Costume sur mesures deux essayages en beau peigné pure laine, 200 coloris au choix, veston et pantalon Hommes.....	395	Costume 2 pièces Veston ou Blazer Pantalon.....	Fr. 275 219	Homme 13 a 14 a 15 a 16 a 17 a 18 a	395 311 323 335 347 359 371	275 219 227 235 243 251 259	Fr. 120 95 95 102 102 108 108	140 98 104 110 110 122 128
Le gilet en plus.....	50	Culotte golf.....	Fr. 140					

vêtements
THIÉRY
1, Rue Général-Foy - SAINT-ETIENNE

NOS PETITES ANNONCES CLASSÉES

Emplois demandés

VERNISEUR au tampon et pistolet demande place, bonnes références. HAVAS, Saint-Etienne, N° 509.

Dame veuve 38 ans, ayant sér. réf. cherche emploi dans : école, clinique, hôpital, pension famille, ou flendral intérieur dans commerce. S'adres. Mme ALEXANDRE, 21, rue Charles-Picard, à ROANNE.

Emplois offerts

1.000 fr. par mois sur nos célèbres médicaments en vie ou loc. Trav. ass. p. contrat. Orzau, un Argent. de GRAT. CARLTON, 2, place Jules-Ferry, LYON.

Pour TRES IMPORTANTE FONDERIE région Paris nous recherchons :

- 1° Chronométrier - Analysteur ayant bonne expérience de l'atelier.
- 2° Dessinateur d'études outillage pour fonderie fonte.
- 3° Ingénieur connaissant bien la coulée sous pression.

Très bons salaires de début, susceptibles d'amélioration. M. BIARD, N° 3.534, rue Vivienne, 17, PARIS.

Importante Sté à St-Etienne, recherche dame ou jeune fille française, 25 à 35 ans, bonne éducation, santé, instruction (niveau brev. élément.). Ecrite, avec curriculum vitae, à Agence HAVAS, N° 2409.

DONNE VENDEUSE en Chaussures est demandée comme extra. Urgent. S'adresser Ag. HAVAS, N° 2.421.

ON DEMANDE chauffeur sérieux, grande habitude auto, Place stable. S'adr. Agence HAVAS, N° 2.427.

ON demande BONS ETALAGISTES. S'adr. MONOPRIX, rue Général-Foy, SAINT-ETIENNE.

Jeune dessinateur d'exécution libéré du service militaire est demandé par importante maison de St-Etienne. Ecrite Agence HAVAS N° 2.439.

50 FR. le cent adrs. à copier te l'année et gr. gains à corr. Rens. grat. Ets ERT (Serv. 20), 105, Fg Temple, PARIS.

ON DEMANDE pour usine St-Etienne ménage, femme concierge, homme bonne santé, sans connaissances spéciales, loge, chauffé, éclairé et traitement. Ecrite sans timbre pour réponse, indiquant âge, situation familiale, références. AGENCE HAVAS, N° 2.432.

Représentants

Grande Marque Cafés Torréfiés dem. représentants introduits alimentation. Bonne commission. Ecr. Agence Havas, Lyon, N° 3.291.

Agent Général Confiserie - Chocolaterie, bonne maison, b. placée, beaux articles, cherche sous-agent visit. alimentation et confiserie, pâtisserie, grosse commission. Ecr. Agence Havas, Lyon, N° 3.292.

Discothèque prix imbattables voudrait trouver agent introduit forains et bonnes épiceries ; soumettre candidature Agence Havas, Lyon, N° 3.293, donner détails cartes en mains et région prospectée.

REWA RADIO dem. très bonne démarcheuse active, fixe, int. et commission. Se présenter 43, r. P.-Dourmer, St-Et.

Motos

MOTO assurance tiers 200.000 - 126 CV, prime nette dep. 1.200.000. à Compagnie agréée. Voir U.M.F. rue Wilson, 7, Saint-Etienne. Tél. : 50-70. couverture rapide, même samedi.

Objets d'occasion

OCCASIONS Bon garde-habits noyer, 380 fr. ; Lit Anglais avec sommier, 220 fr. ; Buffet 5 portes, 650 fr. ; Lit d'enfant, 90 fr. ; Toilette, 120 francs. ; BOUCHET, Ameublement, 22, rue Badouillère.

A VENDRE fin bail prix int. chambre à coucher, pte salle à manger, fournaux, lit anglais, matériel cuisine. S'adr. Agence HAVAS N° 2.433.



Les plus hostiles aux remèdes sont cependant les plus fidèles aux Lithinés du Docteur Gustin...

parce qu'ils en éprouvent chaque jour les bienfaits sur leur santé... et qu'ils apprécient également le goût délicieux communiqué à toute boisson (bière, cidre, sirops et principalement au vin) par l'eau de table de régime alcaline lithinée préparée avec ces bienfaits lithinés reconnus par 30 années d'expérience comme souverains pour éviter ou soigner tous les troubles provoqués par l'Arthritisme aussi bien que les affections du Foie, des Reins, de la Vessie, de l'Estomac et de l'Intestin. Il suffit pour obtenir cette eau de régime idéale de faire dissoudre dans un litre d'eau potable un seul sachet de

LITHINÉS du D^r GUSTIN

qui doivent leur immense popularité à leur grande efficacité et à l'extrême modicité de leur prix, qui permet aujourd'hui aux plus modestes comme aux plus riches de suivre très facilement et à très bon marché les traitements réservés autrefois aux seuls privilégiés de la fortune.

Les Lithinés du Docteur Gustin se vendent dans toutes les pharmacies au prix de 6 francs la boîte de 12 sachets pour 12 litres, ce qui met le prix du litre à 50 centimes seulement !

Maisons recommandées

DÉSIRÉ

5, rue de la Bourse, St-Etienne, est l'acheteur expert de toutes matières OR et ARGENT en monnaie démonétisée, bijoux, débris, dentiers, pierres précieuses, objets d'art, antiquités. N'achète pas en échange et paie comptant.

DELASSALLE

1, rue de la République, St-Etienne. TOUT POUR 1^{re} COMMUNION Colliers, médailles, chapelets, montres. Aux meilleurs prix de la région. Reprend OR : le gramme : 30 francs.

GOITRE

radical. Envoi contre 35 f. GRANDE PHARMACIE DE BELLEVUE (face la gare), Saint-Etienne.

VITE MEILLEURS PRIX

par la BLANCHISSERIE TARTARY, 21, rue du Bourg-Argental, et 11, rue des Francs-Maçons, Saint-Etienne. Prend et livre à domicile. Téléphone : 75-69.

TAILLEURS

MANTEAUX, ROBES CORSAGES, gd choix de nouveautés Spécial. p^r personnes fortes. M^{me} MALOT, 10, r. G.-Teissier.

OR

LE GRAMME : 30 francs ARGENT ECU : 250 francs LOUIS OR : 250 francs en échange. DIAMA, 11, rue de Foy, Montres, Médailles, Articles 1^{re} Comm.

1.500 FR. GRANDE RECLAME

CHAMBRE A COUCHER Complète franco. CHAVANEL-MOBILIERS, rue Dormand, ST-ETIENNE.

COFFRES - FORTS

incombustibles COFFRES-VERROUS. A. MATHEU, 33, r. St-Jean, St-Et.

INDEFRISABLE

Frisure garantie naturelle Salon-FRANCOIS, 7, rue P.-Dourmer (anc. r. Préfecture) St-Et. Tél. 37-94.

1^{re} COMMUNION

prix en montres, chapelets, colliers, médailles, orfèvrerie. Bijouterie LANGER, 10, r. Georges-Teissier, St-Etienne. Reprend vieil or au plus haut cours.

Automobiles

PEUGEOT

sous agence 18, rue Joseph-Pupier. Tél. : 73-18 RENSEIG., DEMONSTRATION, ESSAI 202 - 402 légère - 402 B OCCASIONS DIVERSES, c. int. ettes Comptant - Crédit - Reprises

Avis divers

Avril 3.295 tr. pén. av. pe. P.N.U. tit capital. Not. c. 0.30, Jacquemin, 321, Fg St-Antoine, Paris, 11^e

SONIA DE PARIS

seule prêt et tit. date des événements, 21, rue Roger-Salengro.

Consultez Mme REYNAUD

voy. carte Urt. affection, 27, r. du 11-Novembre (fond de cour), SAINT-ETIENNE.

Mme MONDEY, célèb. cartom. mé.

tho scient. Secr. infatigable met. affection, 30, rue Desiré, St-Etienne.

Consultez en confiance Mme LOUISE

très expér. dep. 30 ans, cart. tarots, px 7 f. pl. Badouillère, 2, au 2^e.

Mme LAINE, célèbre par prédit.

juste détruit sorts assure ret. affect. guide spir. 15, rue de l'Eternité.

Perdus et Trouvés

LA personne ayant trouvé une bague le 11 mai, 42, rue du Vernay, vers UNION DES TRAVAILLEURS, est priée de la rapporter même adressée, chez PICARD-FAYOLLE, Récompense.

Quelle que soit la somme que vous désirez miser à la

Loterie Nationale

vous trouverez à LA TRIBUNE REPUBLICAINE la participation correspondante.

Nos différentes émissions permettent toutes les combinaisons, des

1/4 1/10 1/20 1/40 1/100

Nous recommandons plus particulièrement :

"LA POCHETTE QUI GAGNE" 13 CHANCES particip. à 1^{re} les lots Gain possible 1.250.000 francs PRIX : 100 FR. (Fco 100,90)

et "LA POCHETTE PORTE-BONHEUR" 4 CHANCES particip. à 1^{re} les lots Gain possible 500.000 francs PRIX : 20 FR. (franco 20,90)

EN VENTE à nos guichets : 10, place Jean-Jaurès, 10 SAINT-ETIENNE et chez nos principaux dépositaires

Toute demande d'envoi par poste doit être accompagnée de son montant frais d'envoi compris

Appartements

A LOUER 4^e étage, 6 p. libres fin juin 1939, chauff. cent., sal. bains. M. CIZERON, 3, r. de Foy.

Fonds de Commerce

A VENDRE, cause décès, fonds de Maçonnerie, matériel état neuf, grand dépôt, conviendrait à personne jeune ou artisan. S'adresser : Agence HAVAS, N° 2.391.

Je vends part Cinéma 1^{er} ordre 250.000 fr. fis. répondra qu'à ach. sér. int. sabs. Ecr. Agence HAVAS, N° 2.418.

URGENT A vendre CAFE, plein centre, recette 180 par jour. Prix : 27.000 à débattre. S'adresser Agence HAVAS, N° 2.424.

Cause décès, à céder d'urgence, dans le chef-lieu de canton de la Haute-Loire, HOTEL-CAFE - RESTAURANT, huit chambres, chauffage central, eau courante, belle clientèle, fortes recettes. Prix 20.000 fr. à débattre. N° 3.716. Sté « ADDRESS » 6, place de l'Hôtel-de-Ville, Saint-Etienne.

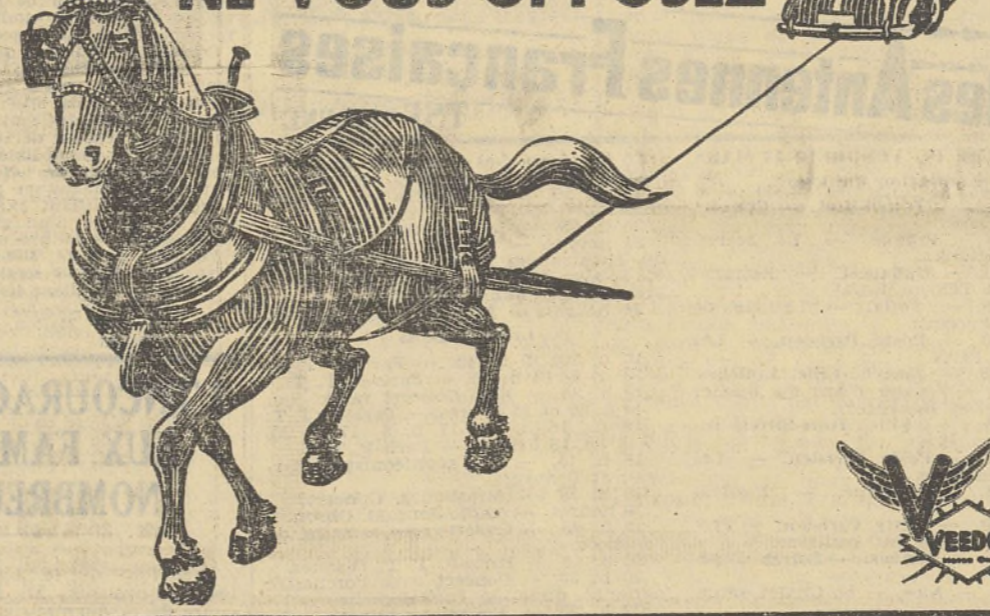
Citoyens et citoyennes dansaient en rondes autour de ce bûcher où se consumaient des oripeaux symbolisant treize siècles de monarchie tyrannique. Des mannequins de paille figurant le roi, la reine et les ministres étaient jetés au bûcher sous les huées et les rires.

Puis vinrent les élections. La Législative était la place à la Convention. La ci-devant Bourgogne lui fournit quelques-uns de ses membres les plus actifs : Lazare Carnot, Guyton, Moreau, Prieur, Lepelletier de Saint-Fargeau, Garra, Ma-suyer, Baudot.

Le citoyen Noël Pointe, dont nous avons parlé, fut élu à Saint-Etienne sa ville natale, et envoyé en mission dans notre région pour y surveiller et y activer les fabrications d'armes. Les forges du Charollais, Perrecy, Le Verdier et Gueugnon eurent, sous son impulsion, une importance considérable.

En ce temps-là, la métallurgie était embryonnaire, ni la vapeur, ni l'électricité n'avaient révolutionné son cours et précipité sa course. On connaissait certes, du temps de Lavoisier, la physique et la chimie « classiques », mais la chimie in-

NE VOUS OPPOSEZ



PAS À VOTRE MOTEUR

Lubrification défectueuse perte de puissance...GASPILLAGE D'ESSENCE

Une huile de qualité inférieure absorbe une partie de la puissance du moteur, les soupapes calaminées, les segments gommés laissent fuir le mélange gazeux, les compressions sont mauvaises. Pour obtenir un meilleur rendement, graissez avec l'huile Veedol qui assure la fermeture hermétique des soupapes, forme un joint étanche entre cylindres et pistons et diminue la consommation d'essence.

VEEDOL MOTOR OIL

Société Nouvelle des Huiles Minérales - 31, Rue de Miromesnil - PARIS

7. — Feuilleton de LA TRIBUNE du 12 mai 1939



Le Charollais et Perrecy avant la Révolution

Le bataillon de Saône-et-Loire n'eut pas la célébrité de celui de Marseille qui lança le fameux chant de guerre, devenu pour cette raison « La Marseillaise ». Arrivé à Paris, beaucoup plus tard, il alla grossir les contingents qui se rendaient au camp de Compiègne et de Soissons.

La campagne de l'Argonne devait le diriger vers les fameux défilés de Valmy, et ensuite vers la Belgique qu'avec les autres bataillons

de la République, il envahit sous les ordres de Dumouriez. 1792 — Tandis que les volontaires et les armées repoussaient les envahisseurs prussiens, autrichiens et émigrés, la France, dans un grand sursaut d'enthousiasme, allait envahir à son tour, apporter à tous les peuples opprimés secours et fraternité.

Le roi Louis XVI renversé le 21 septembre, le mot de République apparut officiellement.

Dans notre bourg, où le mécontentement contre la Cour était grand, la proclamation de la République donna lieu à des manifestations d'enthousiasme frénétique,

tout ce qui rappelait le roi fut détruit, brisé, brûlé, le buste de Louis XVI qui ornait une cheminée dans la salle de la mairie, fut jeté dans l'Ourache, les bannières fleurdelisées, les emblèmes et oripeaux monarchiques brûlés sur la grande place.

Citoyens et citoyennes dansaient en rondes autour de ce bûcher où se consumaient des oripeaux symbolisant treize siècles de monarchie tyrannique. Des mannequins de paille figurant le roi, la reine et les ministres étaient jetés au bûcher sous les huées et les rires.

Puis vinrent les élections. La Législative était la place à la Convention. La ci-devant Bourgogne lui fournit quelques-uns de ses membres les plus actifs : Lazare Carnot, Guyton, Moreau, Prieur, Lepelletier de Saint-Fargeau, Garra, Masuyer, Baudot.

Le citoyen Noël Pointe, dont nous avons parlé, fut élu à Saint-Etienne sa ville natale, et envoyé en mission dans notre région pour y surveiller et y activer les fabrications d'armes. Les forges du Charollais, Perrecy, Le Verdier et Gueugnon eurent, sous son impulsion, une importance considérable.

En ce temps-là, la métallurgie était embryonnaire, ni la vapeur, ni l'électricité n'avaient révolutionné son cours et précipité sa course. On connaissait certes, du temps de Lavoisier, la physique et la chimie « classiques », mais la chimie in-

dustrielle était bien insoupçonnée. La production était donc lente et demandait beaucoup de bras, la machine manquant. Les forges de Perrecy travaillaient principalement aux munitions pour les arsenaux de Grenoble et de Toulon, on y fabriquait surtout des boulets-rames, on appelait ainsi des boulets traversés par une barre de fer au bout de laquelle ils se déplaçaient dans leur course ; ces boulets fauchaient les mâts des navires et avaient plus de puissance destructive sur les ouvrages fortifiés que les boulets ordinaires. La fonte des canons se fit surtout au Crosnot et à Saint-Etienne.

Attaquée au dehors et au dedans par la contre-révolution, la République eut à soutenir une lutte sans merci. Ce sont des ouvriers obscurs et des soldats improvisés qui finalement triomphèrent de la routine et de la réaction.

Les volontaires qui vinrent grossir l'armée régulière obtinrent d'abord une solde plus importante que les soldats de celle-ci et un uniforme de couleur bleue, que la légende a popularisé et d'où leur vint la dénomination de « bleus ».

Au début, ils furent mal reçus par les troupes de ligne, mais leur excellent esprit, leur courage et la fraternité des dangers, effacèrent vite ces premières et légères dissensions.

L'« énorme » apport des bataillons de volontaires avait transfor-

mé l'armée régulière qui existait toujours quoique désagrégée. Tous n'apportaient pas des sentiments tumultueux, un insouciant des conditions disciplinaires et une ignorance complétée de la guerre. Les bataillons étaient pour la plupart commandés par des officiers de l'ancien régime, même par des sous-officiers qui devaient plus tard se révéler. On a cité Hoche, qui fut sergent dans les gardes françaises ; Marceau, engagé à 16 ans et sergent en 1792 ; Joubert, de même ; Desaix, sous-lieutenant du régiment de Bretagne.

Simon Laurent, à son arrivée à Paris, avait par hasard trouvé un officier de son ancien régiment, le commandant Barbié, du 2^e hussards, ci-devant Chamborant. Barbier réussit à faire entrer Simon dans son escadron.

Valmy, Jemmapes et la campagne de Belgique valurent à Simon les galons de lieutenant. Une blessure grave nécessitant l'amputation de la main gauche le mit hors de combat et après une longue convalescence, il reprit le chemin de Perrecy où il allait, aux côtés de Noël Pointe, jouer un rôle très important.

Les glorieuses batailles de 1792 coûtèrent la vie à deux cents citoyens — soldats du district de Charolles — Perrecy compta sept morts et trois grands blessés. Bourbon-Lancy abrita des convalescents parmi lesquels un volontaire

du Gard, Jacques Mourier qui s'y fixa définitivement, il fut un ami de Simon Laurent, sa famille vint habiter Perrecy quelques décades plus tard.

Baudot de Charolles Les événements de 1793 ont une telle ampleur que même lorsqu'il s'agit d'une petite histoire locale leur exposé demande beaucoup d'encore. Le lecteur m'excusera si je vais et viens sans souci du calendrier. Je dois revenir, pour être clair, sur la « Convention ».

Le département de Saône-et-Loire y comptait onze députés : Gelin, Baudot, Bertucat, Carra, Guillermoin, Mailly, Moreau, Montgilbert, Reverchon et Mazuyer. Tous ces députés, sauf Bertucat, votèrent la mort de Louis XVI dont la trahison et la collusion avec les ennemis de la France et de la Révolution ne faisaient plus de doute. Le 7 janvier 1793, l'un d'entre eux, Baudot, lança à la Convention cet appel :

Il faut en finir, nous demandons que le jugement de Louis XVI soit définitif. Elle est pénible cette mission qui nous force à demander irrévocablement la mort d'un homme, mais si l'humanité parle, le devoir commande, nous ne devons plus balancer entre la perte d'un Roi et le salut de la République. L'appel fut entendu. On sait le reste. Baudot, fils d'un fermier, était

(A suivre.)

OH! PAR EXEMPLE VOYEZ DONC COMME MA NAPPE EST GRISE À CÔTÉ DE VOTRE BLOUSE SI BLANCHE!



Persil REND LE LINGE EXTRA-BLANC EXTRA-DOUCEMENT

PRODUIR FRANÇAIS

LE RÉGIME ALIMENTAIRE ANÉMIÉS

Le régime du Phoscao s'impose dans les convalescences, les crises d'anémie, les maladies de langueur où la suralimentation est impérieusement commandée, soit pour prévenir, soit pour combattre les déchéances vitales, et cela, sans imposer de nouvelles fatigues à l'estomac. Le Phoscao, aliment aussi riche que la viande en principes nutritifs, peut suffire à assurer largement les besoins de l'organisme, et son usage prolongé n'amène jamais la sensation de satiété ou de dégoût.

PHOSCAO

LE PLUS EXQUIS DES DÉJEUNERS
LE PLUS PUISSANT DES RECONSTITUANTS


Le Phoscao convient à tous les tempéraments et son régime est conseillé aux bien-portants comme aux malades, aux nourrices, aux vieillards et à tous ceux qui digèrent difficilement la nourriture ordinaire.

ENVOI GRATUIT D'UNE BOÎTE-ÉCHANTILLON

A. DARDANNE & Fils, Docteurs en Pharmacie, 1, Rue François-1^{er}, PARIS (8^e)

PROSTATITE CHRONIQUE Traitement spécial, efficacité prouvée. Capsules N° 88 (PROSTYL) la boîte, 22 fr. Ph. GIBERT, 19, Rue d'Aubagne, Marseille. St-Etienne: Grande Pharmacie St-Roch. Neulise: GRANDE PHARMACIE DU PROGRES, 47, place d'Auvergne.


Voulez-vous que CETTE ANNÉE l'huile CIRCULE CIRCUIT de graissage?



Profitez pour votre vidange de saison de l'offre d'ENERGOL:

Jusqu'au 28 Mai, tout garagiste ENERGOL (panonceaux verts et jaunes) vous fera **GRA-TUI-TE-MENT** après vidange un **RINÇAGE** complet avec **ENERGOL-RINÇOL**.

Cette véritable "purge" vous permettra de profiter intégralement, en faisant le plein d'ENERGOL, des propriétés exceptionnelles de cette huile, qui maintient les boues en suspension colloïdale et évite ainsi tout colmatage du circuit lubrifiant.



ENERGOL

— "L'huile des moteurs propres" —

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES HUILES ET PÉTROLES - 21, Rue de la Bienfaisance - PARIS

Courses Hippiques de Saint-Galmier

14 MAI 1939

À l'occasion des Courses Hippiques qui auront lieu à Saint-Galmier le 14 mai 1939, des billets d'aller et retour comportant une réduction de 50 % sur le prix de 2 billets simples (moitié prix pour les enfants de 4 à 10 ans) seront délivrés pour St-Galmier-veauche, le 14 mai, par toutes les gares situées sur la section de ligne de

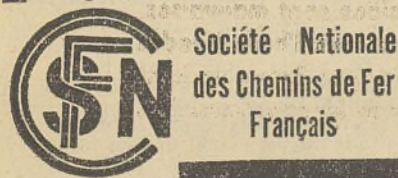
Olvres-Ville à St-Galmier-veauche, ainsi qu'au départ des gares de Lyon-Perrache et Lyon-Saint-Paul.

Ces billets seront valables la journée seulement. Ils seront utilisables dans les trains du service régulier dans les mêmes conditions que les billets ordinaires et dans le train spécial qui sera mis en marche au départ de Saint-Etienne-Châteaureux dans l'horaire ci-après :

St-Etienne-Châteaureux, d.	12 35
St-Etienne-La Terrasse	12 41
Villars	12 44
La Fouillouse	12 47
St-Just-sur-Loire	12 49
Bouthéon	12 51
Saint-Galmier - Veauche ar.	12 55

Au retour, les voyageurs seront admis dans le train express 1013 qui s'arrêtera à St-Galmier-veauche à 20 h. 05.

Renseignez-vous auprès de votre gare.



PROSTATITE CHRONIQUE Traitement spécial, efficacité prouvée. Capsules N° 88 (PROSTYL) la boîte, 22 fr. Ph. GIBERT, 19, Rue d'Aubagne, Marseille. St-Etienne: Grande Pharmacie St-Roch. Neulise: GRANDE PHARMACIE DU PROGRES, 47, place d'Auvergne.

l'Enfant du Fantôme

par Jacques Brieux

DEUXIÈME PARTIE
LOIN DES YEUX...
PRÈS DU CŒUR

XIII
Cruelle énigme

Yann Kerthomaz était maintenant un homme heureux et très affairé.

Il passait la plus grande partie du jour sur cette fine goélette qu'il s'agissait avant tout de gréer.

— Un vrai trousseau de fille à marier, disait-il.

Les planches du pont étaient tellement polies et grattées qu'elles semblaient de bois neuf.

Il avait rafraîchi la coque d'une peinture verte coupée de larges listons blancs.

A l'avant, se détachait sur le fond blanc en lettres dorées le nom aimé « La Comtesse ».



LE RÉGIME ALIMENTAIRE ANÉMIÉS

Le régime du Phoscao s'impose dans les convalescences, les crises d'anémie, les maladies de langueur où la suralimentation est impérieusement commandée, soit pour prévenir, soit pour combattre les déchéances vitales, et cela, sans imposer de nouvelles fatigues à l'estomac. Le Phoscao, aliment aussi riche que la viande en principes nutritifs, peut suffire à assurer largement les besoins de l'organisme, et son usage prolongé n'amène jamais la sensation de satiété ou de dégoût.

PHOSCAO

LE PLUS EXQUIS DES DÉJEUNERS
LE PLUS PUISSANT DES RECONSTITUANTS

Le Phoscao convient à tous les tempéraments et son régime est conseillé aux bien-portants comme aux malades, aux nourrices, aux vieillards et à tous ceux qui digèrent difficilement la nourriture ordinaire.

ENVOI GRATUIT D'UNE BOÎTE-ÉCHANTILLON

A. DARDANNE & Fils, Docteurs en Pharmacie, 1, Rue François-1^{er}, PARIS (8^e)

Aux 3 âges de la vie, écouter tante Annie!

Il y a trois âges dans la vie de la Femme : à chacun d'eux correspondent les troubles pénibles et parfois graves qui ont leur origine dans le sang.

Soigner le sang... c'est assurer la santé.

L'exemple de Tante Annie est là pour le prouver, et ses jeunes nièces Jacqueline et Suzanne ont bien fait de l'imiter : comme Tante Annie, elles ont pris de la

JOUVENCE DE L'ABBÉ SOURY

qui assure une formation parfaite et sans malaises à la jeune fille, fait disparaître les maux divers qui accablent la jeune femme et permet à la femme d'ignorer les troubles du retour d'âge, justement redoutés.

Le flacon : Liquide - Pilules : 12 fr. 75

Écrivez bien, dans l'intérêt de votre santé, la véritable JOUVENCE DE L'ABBÉ SOURY avec le portrait de l'ABBÉ SOURY et en rouge, la signature MARC DUMONTIER

JOUVENCE DE L'ABBÉ SOURY

remet le sang dans le bon sens

Hospices Civils de Montbrison

Appel d'Offres

pour la mise en Exploitation d'une gravière à Marciot.

Les Entrepreneurs pourront prendre connaissance des conditions et du cahier des charges au bureau des Hospices de Montbrison.

Les soumissions sur papier timbré devront parvenir sous pli recommandé à Monsieur le président des Hospices de Montbrison avant le 31 mai 1939, dernier délai.

A vendre à Andrézieux BELLE VILLA

12 pièces, salle de bains, chauffage central, garage, conciergerie, grand parc, jardin potager, tennis. M^{re} Agence HAVAS - ST-ETIENNE, sous le N° 2.409. Intermédiaires s'abstenir.

CUREMAIL

rien ne vaut

pour :
Céramique
Porcelaine
Email
Aluminium
etc.

C'EST UN
NETTOYANT Buhler

l'autre ses mains calleuses ; puis, la chance nous a visités, montrons que nous entendons à bien la recevoir.

Son idée fixe à lui était d'avoir à sa table, ce jour-là, la comtesse Valentine et son mari Jacques Maletroit, comme parrain et marraine du bateau.

D'abord, c'était une manière de protester contre le puissant marquis, de narguer le formidable Montléon, de se déclarer nettement l'ennemi du voleur d'enfant et du capteur de fortune.

Puis, cette belle Valentine n'avait-elle pas été douce et généreuse pour sa femme ?

De plus, c'était — il l'avait entendu conter maintes fois à la défunte mère Le Quellec — c'était dans la chaumière abandonnée de Montléon que le hasard avait réuni la première fois les deux amants, époux maintenant.

Mais, à la prétention de Yann d'avoir les Maletroit, ce jour-là, Geneviève opposait toutes sortes de raisons avec un peu d'assurance :

— S'attabler avec nous, mon pauvre mari, tu n'y penses pas ! Ce sont de grandes gens, pas fiers, oh ! non... mais tout de même... Elle savait que Yann avait son amour-propre et elle pensait que la crainte d'être refusé l'arrêterait net.

Mais bast ! il avait la tête dure comme une poulie, le bon marquis.

Et, un jour, elle le vit revenir tout rayonnant du manoir Saint-Michel.

Du plus loin qu'il la vit, il jeta son bonnet en l'air :

— Ça y est, je te l'avais bien dit. Ce sont les rois des braves gens. Si tu savais comme ils m'ont accueilli. Et comme ils ont été vite décidés, quand je leur ai demandé de venir manger chez nous, à la bonne franquette, le grand jour du baptême !

— Nous acceptons, que m'a dit Mme la comtesse ; vous avez bien fait de ne pas douter de nous mon brave Kerthomaz.

Alors, tu comprends, je veux faire reluire la cambuse...

Et versant une sorte d'essence de genêt sur un tampon d'étoffe, le marin s'écroulait sur les sculptures du lit et de l'armoire qui étaient pourtant bien luisantes.

Et Geneviève, sans savoir pourquoi, ne l'interrogeait pas sur l'entrevue !

Elle questionna sur la date, seulement :

— C'est pour lundi, alors ?

— Oui, ma chérie, c'est pour lundi, et tâche, je t'en prie, de nous accommoder un bon repas ; mets-nous un peu les petits plats dans les grands, tu comprends. J'ai dit à Vent-en-Panne de venir t'aider. C'est un fin cuisinier, il sentent mieux à mener à bien une matelote aux trois poissons qu'à conduire un bateau...

« Les poissons, hé ! hé ! ont déjà failli le manger, eux, plus d'une fois et sans sauce autour, encore ! Ils se mirent à rire tous deux, elle feignant de se rassurer, d'accepter de bon cœur la venue de ces hôtes.

— Ce qui m'ennuie, continuait l'homme en commençant d'astiquer les grands chandeliers de cuivre, c'est de ne pas avoir mes moussallons pour le grand jour.

« Enfin, sans doute qu'ils ne tarderont pas.

Tout à sa besogne, il ne vit pas la rougeur du visage penché et il ne trouva aucun tremblement dans la voix qui répondit :

— La dernière fois que j'ai été au bureau, on m'a bien dit, en effet, qu'ils ne tarderaient pas... — Eh bien ! tant mieux, car le bateau ne sortira pas qu'il n'ait tout son équipage.

Ce fut une triomphante journée pour le pêcheur que celle où il se vit attiré au milieu de ses hôtes, ayant à sa droite celle qu'en dépit de la colère du marquis on appelait toujours « la comtesse ».

A chaque plat que passait Vent-en-Panne, le nouveau capitaine, penché sur sa voisine, s'excusait d'un ton comique :

— Faites pas attention, madame, c'est pas de la cuisine de Paris.

La jeune femme souriait, aimable, affirmant :

— C'est bien meilleur, par exemple...

Une idée lui était venue dont la réalisation lui semblait aisée.

Et une joie lui naissait de cette inspiration.

— Madame Kerthomaz !

— Je vous en prie, madame, répondit doucement la femme du marin, appelez-moi Geneviève, comme jadis...

— Soit. Eh bien ! ma chère Geneviève, si j'en crois ce que dit votre mari, votre choix n'est pas arrêté encore en ce qui touche ces enfants. Vous n'avez aucune raison, n'est-ce pas, de désirer plutôt ces jumeaux-ci que ceux-là ?

Une angouïse folle s'empara de la malheureuse :

— Oh ! pardon, bégaya-t-elle, c'est-à-dire que la demande est faite. Ils vont venir bientôt...

Mais Kerthomaz affirma péremptoirement :

— Nous voulons deux enfants trouvés, deux jumeaux, peu importe lesquels, bien sûr... Nous les voulons sages et pas vicieux, naturellement... Mais, sans doute, madame a des raisons pour nous demander cela...

— Oh ! oui, mon cher Kerthomaz, vous avez bien compris.

(A suivre.)

